Document généré le 4 août 2025 07:46

Les Cahiers des dix

Histoires de paroisses en 1900 et histoire de l'histoire
Parochial Histories in 1900 and the History of History

Andrée Fortin

Numéro 70, 2016

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1038745ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1038745ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté
La Société des Dix

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Fortin, A. (2016). Histoires de paroisses en 1900 et histoire de l'histoire. *Les Cahiers des dix*, (70), 81–130. https://doi.org/10.7202/1038745ar

Résumé de l'article

Comment écrivait-on l'histoire en 1900, dans le mouvement de bascule entre l'histoire comme une des belles-lettres et l'histoire scientifique ? Deux sources de cette époque publient en tout plus de 200 portraits de paroisses : le *Bulletin des recherches historiques* et *Le diocèse de Montréal à la fin du dixneuvième siècle*, et la mosaïque qu'ensemble ils composent est très cohérente. Ils permettent de cerner comment en 1900 on conçoit la dynamique du peuplement et l'occupation du territoire, la place relative de l'histoire politique, sociale et économique, de voir quels sont les groupes en présence, quels sont les héros et les visionnaires dans cette histoire. Se dégage de cela un imaginaire de l'espace, du progrès et des utopies territoriales. Bref, cela permet de réfléchir à l'histoire de l'histoire du Québec.

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté et La Société des Dix, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Histoires de paroisses en 1900 et histoire de l'histoire

Andrée Fortin

Veut-on savoir quel plaisir j'éprouve à réveiller
le souvenir de nos anciennes paroisses ?
Demandez à un enfant s'il est désireux de
connaître l'histoire de son père et de ses ancêtres.
Cherchez à reconstruire quelque peu les événements
qui se sont passés sur le sol où vous avez reçu le jour.
Examinez, à l'aide de l'étude, le mouvement des populations
qui vous entourent, en remontant à deux siècles.

Benjamin Sulte (1902)[1]

Comment écrivait-on l'histoire en 1900, dans le mouvement de bascule entre l'histoire comme une des belles-lettres et l'histoire scientifique[2] ? En une centaine d'années, le revirement est complet, car lorsqu'est fondée La Société littéraire et historique de Québec en 1824, ces deux domaines de l'écriture sont étroitement liés, et en 1947, paraît le premier numéro de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, laquelle veut « faire connaître les lois et l'austère discipline » de l'histoire, notamment par publication de textes à caractère

1. Benjamin Sulte, « Les histoires de paroisses », *Bulletin des recherches historiques*, 8, 9, (sept. 1902), p. 267.
2. Je remercie Éric Gagnon, Philippe Gagnon et Fernand Harvey pour leurs commentaires sur des versions préliminaires de ce texte ainsi que Denys Delâge pour ses éclairantes précisions sur le monde autochtone.

méthodologique. Entre ces deux moments, est lancé en 1895 le *Bulletin des recherches historique*s, « organe de la société des études historiques ».

Dans les volumes 2 à 7, inclusivement, le *Bulletin* s'ouvre sur la présentation d'une paroisse, laquelle correspond le plus souvent à une municipalité. Le statut donné à ces textes, celui d'ouverture de chacun des numéros mensuels, l'importance du corpus qu'ensemble ils forment et le portrait de l'écoumène québécois qu'ils tracent, retiennent l'attention. Il y a là une vision de l'histoire qui à priori semble bien éloignée tant de l'*Histoire du Canada* publiée en 1845 par François-Xavier Garneau, par exemple, que du folklore et des traditions que veulent sauver de l'oubli des revues comme *Les Soirées canadiennes* (1861-1865) et *Le Foyer canadien* (1863-1866)[3]. Au cours du XIX^e^ siècle, comme je l'ai montré ailleurs[4], littérature et histoire se rejoignent dans un projet identitaire : fonder l'existence et la spécificité du sujet canadien-français. Au milieu du XX^e^ siècle, l'histoire devient une discipline universitaire. Cette transition ne s'effectue pas du jour au lendemain.

Qu'en est-il des textes publiés dans le *Bulletin des recherches historiques* ? Comment se situent-ils dans cette transition entre une histoire « littéraire » et une histoire scientifique ? Portent-ils une dimension identitaire ? Si oui, laquelle ? S'ils semblent à priori centrés sur l'histoire locale et régionale, font-ils une place à une histoire nationale, et comment ?

Cet intérêt pour les paroisses et les municipalités n'est pas l'apanage du *Bulletin*. Clément E. Deschamps publie en 1896 une liste des municipalités (qui est en fait la mise à jour de l'édition de 1886) ; cela dit, il s'agit bel et bien d'une liste des municipalités, précisant leurs frontières, sans plus d'information[5]. Dans son premier numéro de 1876, *L'Opinion publique* annonce la parution d'une série d'articles sur « les principales paroisses du Bas-Canada, leur fondation, leurs progrès, leurs statistiques », ayant pour but

3. À ce sujet, voir : Jean DuBerger, « Imaginaire traditionnel, imaginaire institutionnel », dans : Gérard Bouchard et Serge Courville (éd.), *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 95-117.

4. Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006.

5. Clément E. Deschamps, *Municipalités et paroisses dans la province de Québec*, Québec, Imprimerie Léger Brousseau, 1886 et 1896. Voici, par exemple, ce qu'il écrit en 1886 à propos de la Paroisse de Sainte-Julie de Somerset : « Décret du 17 novembre 1858. Proclamation 5 avril 1859. Comprendra une étendue de territoire d'environ 5 milles de front sur une profondeur d'environ 7 ½ milles, bordée comme suit, savoir : au nord-ouest, par la paroisse de St Louis de Lotbinière ; au sud-ouest, par la paroisse de St-Calixte de Somerset ; au sud-est, par le canton d'Inverness ; au nord-est, par les lots Nos 21 dans les 9 premiers rangs du canton de Nelson. » (p. 659)

> de réunir les légendes qui se rattachent à chacune d'elles, les compléter, les narrer d'une manière dramatique ; de recueillir les anecdotes des anciens, transmettre à la postérité le souvenir de leurs vertus ; faire connaître la ligne successive de curés et de maires qui ont gouverné la paroisse spirituelle et civile ; donner une esquisse biographique et les portraits des dignitaires qui régissent aujourd'hui l'Église et la Municipalité ; enfin représenter par la photographie, le dessin et la gravure les édifices les plus remarquables, les sites les plus pittoresques de l'endroit pour en illustrer la description[6].

Si *L'Opinion publique* ne donne pas suite à ce vœu, 20 ans plus tard, le *Bulletin des recherches historiques*[7], fondé en 1895 par Pierre-Georges Roy, publie près de 80 portraits de paroisses. Quand je le citerai plus bas, je parlerai tout simplement du *Bulletin*. Un autre document, publié en 1900, présente également des portraits de paroisses. Il s'agit d'un ouvrage de quelque 800 pages, intitulé *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*[8], auquel je ferai référence dans ce qui suit comme *Le diocèse*, tout simplement. L'ouvrage se présente comme « monographie complète, unique en son genre », de ce diocèse[9]. Ce qui a présidé à sa rédaction, selon la préface, est que « le degré de civilisation d'un peuple peut être mesuré par le nombre et la prospérité de ses institutions religieuses et d'éducation »[10]. Dans l'ensemble, les deux corpus, structurés de la même façon, comme je le montrerai, et rédigés à la même époque, présentent plus de 200 paroisses québécoises.

D'où vient cet intérêt pour les paroisses ? C'est qu'elles constituent alors non seulement une assise institutionnelle, mais aussi la communauté d'appartenance principale au Québec.

> There is already a good amount of scientific literature on the parish in French Canada. […] Since the parochial structure was the main organizational frame of rural life and since the parish was identified with the local rural community, these studies have inevitably tended to be "community" monographs. The concept of the "parish" itself has been indiscriminately

6. « Notre programme », *L'Opinion publique*, VII, 1, 6 janvier 1876, p. 1.
7. Cette publication mensuelle compte au début 16 pages, et prend rapidement de l'ampleur, pour passer à 32 pages dès le volume 4, en 1898. Les 29 premiers volumes sont disponibles en ligne sur le support Internet Archive : http://archive.org/search.php?query=bulletin%20recherches%20historiques.
8. Chanoine Gaspard Dauth et l'abbé Joseph Alexandre Stanislas Perron (éd.), 1900, *Le diocèse de Montréal à la fin du dix-neuvième siècle*, Montréal, Eusèbe Senécal et cie. L'ouvrage est aussi disponible en ligne sur la plateforme *Notre mémoire en ligne* : http://eco.canadiana.ca/view/oocihm.10874/1?r=0&s=1.
   Merci à Fernand Harvey qui me l'a fait connaître et en a mis un exemplaire à ma disposition.
9. Les Éditeurs, « Préface des éditeurs », *Le diocèse*, p. VIII.
10. Raphaël Bellemare, « Préface », *Le diocèse*, p. V.

used to mean either an ecclesiastical structure, a type of social organization, an ecological unit, or a local social group[11].

Il apparaitra dans l'analyse que l'église paroissiale est le lieu institutionnel et communautaire par excellence, non seulement à la campagne mais aussi en ville, voire que l'église sert de métonymie à la paroisse : sa construction, ses agrandissements successifs coïncidant avec la croissance démographique de la municipalité, soit, mais surtout avec son développement économique.

Comment est donc constitué précisément le corpus ici étudié ? De 1896 à 1901, inclusivement, le *Bulletin* s'ouvre sur la présentation d'une paroisse. Au début, ces textes tiennent sur une seule page. S'ajoute en 1899, un dessin, non signé, de l'église paroissiale, puis en 1901, une photo de type carte postale, sans mention de crédit, de la municipalité, en même temps que l'article tend à s'allonger. En 1902, les articles, à une exception près, ne sont plus en première page et s'espacent graduellement avant de disparaitre ; désormais, ils ne sont plus accompagnés d'illustrations. La plupart des textes sont signés par Pierre-Georges Roy, qui bénéficie de l'apport de quelques collaborateurs[12]. La série commence sans avertissement au début du volume 2 et se termine sans avertissement non plus dans le volume 8.

Le *Bulletin* est publié à Lévis, et les régions de la Côte-du-Sud, du Bas-du-Fleuve, de la Gaspésie, des Cantons de l'Est, de la Mauricie et bien sûr de Québec y sont bien couvertes. La grande région de Montréal est pour sa part sous-représentée dans le *Bulletin*, mais *Le diocèse* présente systématiquement les paroisses qui en font partie, par ordre chronologique de fondation. Le diocèse de Montréal comprend en 1900 non seulement les îles de Montréal et Jésus, mais aussi la Montérégie, Lanaudière et les Laurentides. Pour le dire autrement, cela couvre un territoire plus grand que l'actuelle Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM)[13].

---

11. Jean-Charles Falardeau, « The Parish as an Institutional Type », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, 15, 3 (1949) p. 353. Voir aussi, Jean-Charles Falardeau, « Analyse sociale des communautés rurales », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, III, 4, 1944.
12. Quarante textes sont signés par Pierre-Georges Roy, onze sont signés tout simplement R. Cinq collaborateurs ont signé chacun deux textes : Matthieu-A. Bernard, l'abbé J.-G. Forges, l'abbé David Gosselin, E. Z. Massicotte et Eugène Rouillard, et treize collaborateurs en ont signé un seul : A. C. D., Charles Bédard, H. C., l'abbé E.-P. Chouinard, l'abbé Benjamin Demers, N.-E. Dionne, Pierre McLeod, J. W. Miller, Phogor, Pionnier, l'abbé Chs-Jos. Roy, E. R. (Eugène Rouillard ?), l'abbé H. A. Scott. Cinq textes ne portent aucune signature.
13. Depuis la rédaction de l'ouvrage, le diocèse de Montréal a été scindé. Celui de 1900 comprenait des territoires relevant désormais des diocèses de Joliette, Longueuil, Saint-Jérôme et Valleyfield.

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 4 MARS 1898 No 3

SAINT-ELIE DE CAXTON

Les sept premiers rangs du canton Caxton, vulgairement appelé le Grand Caxton pour le distinguer du Petit canton Caxton qui fait partie de la paroisse de Saint-Barnabé, furent érigés en paroisse, le 4 février 1865, par Mgr Cooke, évêque de Trois-Rivières.

Il donna pour patron à la nouvelle paroisse saint Elie en l'honneur de M. J.-Elie Sirois, ancien curé de Saint-Barnabé, premier missionnaire de Saint-Elie.

La même année, M. Luc Aubry, curé de Saint-Léon-le-Grand, marqua la place de la future chapelle sur le douzième lot du quatrième rang du dit canton. La veuve Toussaint Philibert donna gratuitement à la fabrique huit arpents de terre en superficie qui se trouvaient à l'endroit marqué par M. Aubry.

Ce ne fut cependant que cinq années plus tard, en 1870, que cette chapelle fut construite.

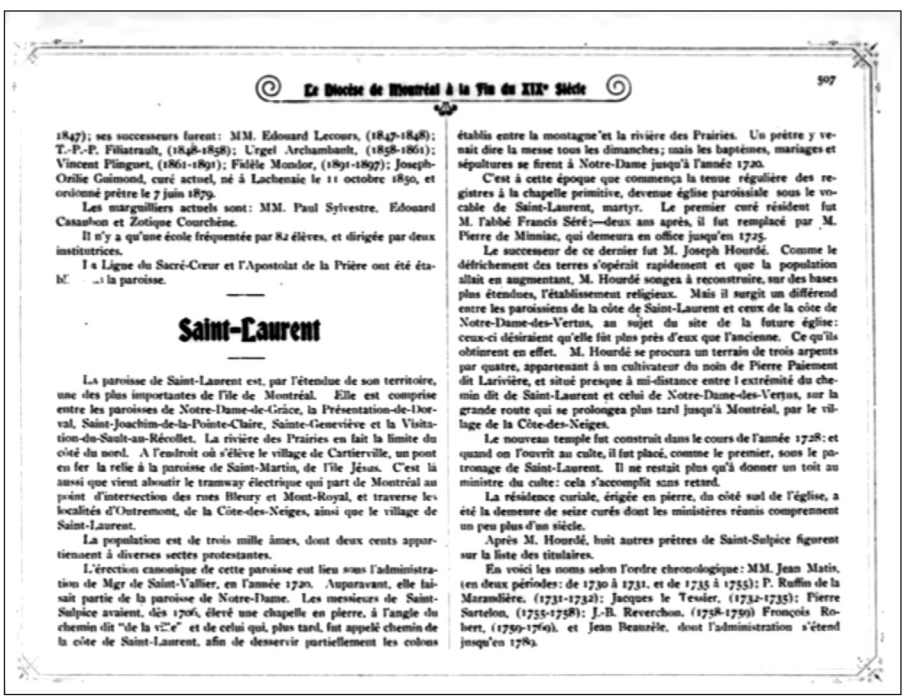
En 1871 et 1872, le presbytère fut construit et la cloche et le cimetière furent bénis.

L'église actuelle de Saint-Elie de Caxton date de 1877. Cette année-là un formidable ouragan ayant détruit la chapelle construite en 1870, le curé Verville se mit en tête du mouvement et l'on construisit le temple qui existe encore aujourd'hui.

Depuis sa fondation Saint-Elie de Caxton a eu pour curés MM. J.-Elie Sirois (missionnaire) ; Thomas Martel, 1865-1871 ; N.-O. Larue, 1871-1872 ; J.-E. Béliveau, 1872-1874 ; F. Verville, 1874-1890 ; P.-Adélard Bellemare, curé actuel. P.-G. ROY

Saint-Élie de Caxton, *Bulletin*, 4, 3 (mars 1898), p. 65.

La présentation du diocèse est exhaustive, et se divise en deux : Montréal et ses banlieues, lesquelles sont alors toutes situées sur l'île de Montréal, ce qui regroupe une trentaine de paroisses, et le reste du diocèse, près de 120 paroisses. Au total, 149 paroisses sont ainsi présentées, dont la population varie entre quelques centaines et quelques milliers de personnes. L'ouvrage de plus de 800 pages comprend de nombreuses photographies : celles des curés et plus généralement du clergé associé à la paroisse, celle de l'église et des principaux lieux paroissiaux : chapelles, couvents et monastères, le cas échéant. De plus, on y présente les écoles, les « institutions de charité » ainsi que les « associations catholiques » de la paroisse, avec encore une fois les photos (de groupe cette fois) de leurs principaux membres. La longueur des rubriques paroissiales varie selon l'âge de la paroisse de plusieurs pages à une seule, et en ce qui concerne Notre-Dame, la plus ancienne et la plus centrale des paroisses montréalaises, en rien représentative, plus d'une centaine. Je n'ai retenu pour mon analyse que la présentation de la paroisse en tant que telle, sans tenir compte des maisons d'enseignement, institutions et associations paroissiales.



Le Diocèse de Montréal à la Fin du XIXe Siècle 507

1847); ses successeurs furent : MM. Edouard Lecours, (1847-1848); T.-P.-P. Filiatrault, (1848-1858); Urgel Archambault, (1858-1861); Vincent Plinguet, (1861-1891); Fidèle Mondor, (1891-1897); Joseph-Orilie Guimond, curé actuel, né à Lachenaie le 11 octobre 1850, et ordonné prêtre le 7 juin 1879.

Les marguilliers actuels sont : MM. Paul Sylvestre, Edouard Casaubon et Zotique Courchêne.

Il n'y a qu'une école fréquentée par 82 élèves, et dirigée par deux institutrices.

La Ligue du Sacré-Cœur et l'Apostolat de la Prière ont été établ[illegible] la paroisse.

Saint-Laurent

La paroisse de Saint-Laurent est, par l'étendue de son territoire, une des plus importantes de l'île de Montréal. Elle est comprise entre les paroisses de Notre-Dame-de-Grâce, la Présentation-de-Dorval, Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, Sainte-Geneviève et la Visitation-du-Sault-au-Récollet. La rivière des Prairies en fait la limite du côté du nord. A l'endroit où s'élève le village de Cartierville, un pont en fer la relie à la paroisse de Saint-Martin, de l'île Jésus. C'est là aussi que vient aboutir le tramway électrique qui part de Montréal au point d'intersection des rues Bleury et Mont-Royal, et traverse les localités d'Outremont, de la Côte-des-Neiges, ainsi que le village de Saint-Laurent.

La population est de trois mille âmes, dont deux cents appartiennent à diverses sectes protestantes.

L'érection canonique de cette paroisse eut lieu sous l'administration de Mgr de Saint-Vallier, en l'année 1720. Auparavant, elle faisait partie de la paroisse de Notre-Dame. Les messieurs de Saint-Sulpice avaient, dès 1706, élevé une chapelle en pierre, à l'angle du chemin dit "de la v[illegible]e" et de celui qui, plus tard, fut appelé chemin de la côte de Saint-Laurent, afin de desservir particulièrement les colons établis entre la montagne et la rivière des Prairies. Un prêtre y venait dire la messe tous les dimanches; mais les baptêmes, mariages et sépultures se firent à Notre-Dame jusqu'à l'année 1720.

C'est à cette époque que commença la tenue régulière des registres à la chapelle primitive, devenue église paroissiale sous le vocable de Saint-Laurent, martyr. Le premier curé résident fut M. l'abbé Francis Séré;—deux ans après, il fut remplacé par M. Pierre de Minniac, qui demeura en office jusqu'en 1725.

Le successeur de ce dernier fut M. Joseph Hourdé. Comme le défrichement des terres s'opérait rapidement et que la population allait en augmentant, M. Hourdé songea à reconstruire, sur des bases plus étendues, l'établissement religieux. Mais il surgit un différend entre les paroissiens de la côte de Saint-Laurent et ceux de la côte de Notre-Dame-des-Vertus, au sujet du site de la future église: ceux-ci désiraient qu'elle fût plus près d'eux que l'ancienne. Ce qu'ils obtinrent en effet. M. Hourdé se procura un terrain de trois arpents par quatre, appartenant à un cultivateur du nom de Pierre Paiement dit Larivière, et situé presque à mi-distance entre l'extrémité du chemin dit de Saint-Laurent et celui de Notre-Dame-des-Vertus, sur la grande route qui se prolongea plus tard jusqu'à Montréal, par le village de la Côte-des-Neiges.

Le nouveau temple fut construit dans le cours de l'année 1728: et quand on l'ouvrit au culte, il fut placé, comme le premier, sous le patronage de Saint-Laurent. Il ne restait plus qu'à donner un toit au ministre du culte: cela s'accomplit sans retard.

La résidence curiale, érigée en pierre, du côté sud de l'église, a été la demeure de seize curés dont les ministères réunis comprennent un peu plus d'un siècle.

Après M. Hourdé, huit autres prêtres de Saint-Sulpice figurent sur la liste des titulaires.

En voici les noms selon l'ordre chronologique: MM. Jean Matis, (en deux périodes: de 1730 à 1731, et de 1735 à 1755); P. Ruffin de la Marandière, (1731-1732); Jacques le Tessier, (1732-1735); Pierre Sarteton, (1755-1758); J.-B. Reverchon, (1758-1759) François Robert, (1759-1760), et Jean Beaurêle, dont l'administration s'étend jusqu'en 1782.

Saint-Laurent, *Le diocèse*, p. 507.

> L'histoire de la fondation de la paroisse Sainte-Cunégonde, à l'instar de toutes nos principales paroisses de Montréal et de la banlieue, ne manque point de traits forts intéressants[14].

Les deux corpus sont structurés de la même façon. Pour présenter une paroisse, on en trace la genèse, ce qui comprend souvent des indications toponymiques, et on mentionne quelques faits marquants de son histoire, de son économie ou de sa situation géographique. Dans les deux cas on insiste sur les églises, qui sont systématiquement photographiées dans *Le diocèse*, dessinées dans le *Bulletin* à partir de 1899. Enfin, les rubriques se terminent par la liste des prêtres, curés ou desservants de la paroisse depuis sa fondation.

Le *Bulletin* présente 79 paroisses et *Le diocèse* 149 pour un total de 218 paroisses car il y a quelques recoupements (10) entre les deux séries, concernant toutes des paroisses fondées avant 1800. Voici la liste des neuf premières qui se retrouvent dans les deux séries, en ordre chronologique de fondation (à titre de paroisse ou de « desserte » plus ou moins autonome d'une paroisse existante) : Caughnawaga, Contrecœur, Varennes, Lanoraie, Saint-Vincent-de-Paul (Laval), Sainte-Geneviève-de-Jacques-Cartier (Montréal), Mascouche, Saint-Jacques-Le-Majeur, Saint-Paul de Joliette. Dans six de ces neuf cas, on retrouve mot à mot (ou pratiquement mot à mot) des phrases entières, voire des paragraphes entiers ; il s'agit de trois textes de Pierre-Georges Roy, d'un de Matthieu-A. Bernard, d'un de l'abbé J.-G. Forbes et d'un dernier, signé tout simplement R. Si les textes du *Bulletin* sont signés, ceux du *Diocèse* sont anonymes. Ont-ils puisé à la même source, les rédacteurs sont-ils les mêmes, se sont-ils inspirés les uns des autres ? Peu importe pour mon propos. La dixième paroisse dont les deux séries parlent, est Saint-Luc, situé dans l'actuelle MRC du Haut-Richelieu ; dans le *Bulletin* de février 1901, une note de bas de page du texte de S.-A. Moreau précise : « La notice historique de Saint-Luc dans 'Le diocèse de Montréal à la fin du XIX^{ème} siècle', dit que cette paroisse a été érigée en 1801 ; mais cette notice est tellement remplie de fautes historiques, qu'on n'en peut rien croire[15] ». Moreau situe pour sa part cette érection en 1799. À la lumière de ces recoupements et de ce « dialogue » à propos de Saint-Luc, il semble possible de traiter les deux séries comme un seul corpus : elles partagent une même structure, le même objectif, et vraisemblablement quelques auteurs. Ensemble, elles présentent un portrait en mosaïque, à plusieurs plumes, du territoire québécois. Si les sensibilités et les intérêts des divers rédacteurs varient, la vue d'ensemble que je m'appliquerai à dégager dans les prochaines pages est claire et cohérente.

14. « Sainte-Cunégonde », *Le diocèse*, p. 333.
15. S.-A. Moreau, Ptre, « Saint-Luc », *Bulletin*, 7, 2 (février 1901), p. 71.

Ces portraits de paroisse constituent une sorte de « phénomène historique total », car ils présentent au fil des rubriques une histoire politique, sociale, économique et démographique de ces localités ; s'y révèlent les acteurs de l'histoire et les forces agissant sur eux, ainsi que les liens entre l'histoire locale et l'histoire nationale ; s'y profile une utopie de l'occupation territoriale. Enfin, l'ensemble fournit également des indications d'une part sur l'articulation de ces histoires sociales, politiques et historiques et d'autre part sur l'écriture de l'histoire au tournant du XX^e siècle. Je parle ici de « phénomène historique total », au sens où de « phénomène social total ».

> Dans ces phénomènes sociaux « totaux », comme nous proposons de les appeler, s'expriment à la fois et tout d'un coup toutes sortes d'institutions : religieuses, juridiques et morales – et celles-ci politiques et familiales en même temps ; économiques – et celles-ci supposent des formes particulières de la production et de la consommation, ou plutôt de la prestation et de la distribution ; sans compter les phénomènes esthétiques auxquels aboutissent ces faits et les phénomènes morphologiques que manifestent ces institutions[16].

Au terme de la publication des histoires régionales publiées aux Presses de l'Université Laval, Fernand Harvey expliquait :

> La grille d'analyse des histoires régionales reflète donc cette approche d'histoire sociale et comprend une thématique relativement semblable d'une synthèse à l'autre : le milieu naturel, la présence amérindienne, la colonisation et le peuplement, la démographie, le développement économique, les institutions sociales et la vie culturelle. Cette grille thématique se retrouve à l'intérieur de grandes périodes chronologiques dont les coupures varient en fonction du contexte historique de chaque région[17].

Cette grille s'applique assez bien aux brèves chroniques du *Bulletin* et du *Diocèse* qui se terminent toutefois avec une rubrique non mentionnée par Fernand Harvey, mais que prévoyait publier *L'Opinion publique* : la liste des curés successifs de la paroisse depuis sa fondation. Le *Bulletin* comprend généralement quelques éléments toponymiques, mais c'est moins systématique dans *Le Diocèse*.

Ce zoom sur une période permet de tracer les frontières du territoire occupé et du territoire imaginaire, et révèle un imaginaire de l'espace. Je vais dégager dans ce qui suit les principales composantes de la mosaïque dessinée par tous ces textes, en commençant par la dynamique de peuplement, ce qui permettra de mieux saisir le fond sur lequel se dessine ensuite l'histoire politique, l'histoire

16. Marcel Mauss, « Essai sur le don », dans : Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950, p. 147.
17. Fernand Harvey, « La fin du chantier de l'IQRC/INRS sur l'histoire des régions du Québec », 66^e congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Rimouski, vendredi 11 octobre 2013, p. 6.

sociale et l'histoire économique. Je ne citerai que quelques exemples ou extraits de chacun des éléments que je mettrai en évidence. Bien sûr, la façon dont ces rubriques sont rédigées n'est pas neutre ni anodine, et je m'efforcerai de dégager la vision sous-jacente de l'histoire.

Dynamiques de peuplement et occupation du territoire

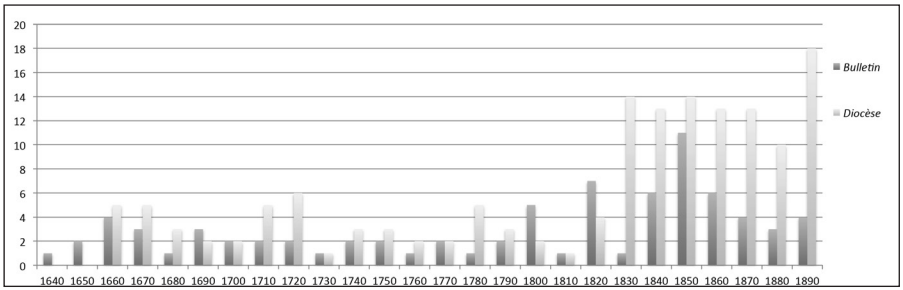
« Aux nouvelles familles, il fallait de nouvelles terres.[18] »

Pour chaque paroisse, le texte avance une date de « fondation ». Il peut s'agir de l'année des premiers établissements, parfois de celle la première desserte religieuse, souvent celle de l'érection canonique[19] ou de l'érection civile (« les paroisses civiles ont été instituées 'non seulement pour fournir un cadre plus officiel à l'administration générale de la province', mais aussi pour 'officialiser les frontières religieuses'[20] »). L'intervalle entre les premiers établissements et l'érection canonique, puis entre celle-ci et l'érection civile peut être très bref, quelques semaines (Roberval ou Notre-Dame du Portage, par exemple), ou très long, quelques années (5 ans à Saint-Frédéric de Beauce et 30 ans à Sainte-Anne de Varennes, par exemple), problème qu'avaient déjà fait remarquer Remiggi et Cordeau[21]. Cela dit, les dates citées dans les textes indiquent *grosso modo* quand est apparue la paroisse.

J'ai regroupé ces dates de « fondation », des paroisses par décennies, en retenant la plus précoce, qu'il s'agisse de l'érection civile ou canonique, ou celle indiquée comme celle de la fondation. Il s'agit des dates avancées dans les rubriques, lesquelles comprennent un certain flou comme je viens de l'indiquer plus haut, mais cela permet de dégager une dynamique d'occupation du territoire (pour un tableau comparable, couvrant toutefois un territoire légèrement différent et seulement la période 1820-1881, voir Remiggi et Cordeau[22]).

---

18. « Pointe-aux-Trembles », *Le diocèse*, p. 454.
19. La mémoire du Québec en ligne définit ainsi l'érection canonique : « Document émis par le pape ou un évêque catholique qui donne naissance à une institution religieuse conformément au droit canon ; exemple : érection canonique d'un diocèse par un décret du pape, érection canonique d'une paroisse par le décret d'un évêque. » (www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Érection_canonique_%28définition%29 consulté le 7 juin 2016)
20. Frank W. Remiggi et Catherine Cordeau, « Les défis de la cartographie paroissiale », dans : Louis Rousseau et Frank W. Remiggi (éd.) *Atlas historique des pratiques religieuses : le Sud-Ouest du Québec au XIX^e siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1998, p. 20.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*



Graphique 1 : Nombre de paroisses « fondées » par décennie selon le *Bulletin* et *Le diocèse*

Les deux séries s'accélèrent, celle du *Diocèse* à partir de 1830, celle du *Bulletin* dès 1800. Dans le diocèse de Montréal, le mouvement de création de paroisses, tant dans Montréal et sa banlieue que dans le reste du territoire se maintient à un rythme élevé à partir de 1830.

Pour saisir le mouvement plus en détail, j'ai regroupé les paroisses par région, en m'inspirant du découpage des histoires régionales publiées aux Presses de l'Université Laval, qui comprend par exemple la Côte-du-Sud, laquelle n'est pas une des régions « officielles » du Québec[23]. Plusieurs observations en ressortent, notamment sur les facteurs économiques présidant au développement régional. En ce qui concerne les paroisses présentées par le *Bulletin*, le Bas-du-Fleuve semble se développer uniquement à partir de 1820 ; le rôle du chemin de fer semble ici déterminant, en particulier dans la vallée de la Matapédia. Par opposition, sur la Côte-du-sud, le bulletin présente dix paroisses, dont sept ont été « fondées » avant 1760, ce qui renvoie au monde agricole et au régime seigneurial. Enfin, en Gaspésie, le *Bulletin* ne parle que des villages côtiers.

Le diocèse nous apprend que sur l'île de Montréal, en 1900, il y a 45 paroisses, dont 30 ont été « fondées » entre 1860 et 1900 : l'accélération est notable. En Montérégie, 18 des 36 paroisses ont été « fondées » entre 1820 et 1900. Entre 1830 et 1900, ce sont 24 des 42 paroisses de Lanaudière et 17 des 25 paroisses des Laurentides qui sont « fondées ».

En résumé, il y a plusieurs mouvements. Les Québécois « arrivent en ville » et à Montréal dans la seconde moitié du siècle. Les régions de la rive sud de Montréal datent du régime français. Quant aux régions au nord de l'île, c'est dans les deux derniers tiers du XIX^{e} siècle qu'elles prennent leur essor.

23. J'ai aussi tenu compte des MRC, dans le cas de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides, régions très vastes et qui relevaient en 1900 du diocèse de Montréal.

Avant de poursuivre, il faut mentionner l'absence de régions du *Bulletin*, qui par définition ne relèvent pas non plus du *Diocèse de Montréal*: Charlevoix, la Côte-Nord, l'Abitibi, le Témiscamingue, ainsi que l'Outaouais. Bien sûr, la Côte-Nord, l'Abitibi et le Témiscamingue, vers 1900, étaient très peu peuplées et essentiellement par des Autochtones.

Le tableau présenté plus haut donne une idée de l'ancienneté du peuplement. Les rubriques fournissent des renseignements sur ceux qui fondent ces paroisses et comment ils le font. Il y a trois mécanismes. Premièrement de « courageux colons » vont s'établir sur de de nouveaux territoires, et pour ce faire doivent d'abord défricher. Ce processus de défrichement entamé dès le début de la colonie se poursuit encore au moment où sont rédigées les chroniques.

Les tout premiers colons n'étaient pas nécessairement préparés au travail de la terre. Ainsi à Chambly, les premiers à s'établir sur des terres sont d'anciens soldats.

> En 1672, Jacques de Chambly devint seigneur d'un immense domaine de trois lieues de front, bordé par la rivière, et d'une lieue de profondeur ; dès l'année suivante, il concédait des terres à ses compagnons d'armes qui, sans cesser d'être soldats, devinrent les premiers colons de ce coin de colonie, et y fit bâtir un moulin à vent[24].

Un siècle plus tard, les défricheurs sont déjà rompus au travail agricole.

> La paroisse de Saint-Narcisse est située dans la profondeur des seigneuries de Champlain et de Batiscan, à quatre lieues environ du fleuve Saint-Laurent. […] C'est vers 1800 que les cultivateurs des vieilles paroisses avoisinantes commencèrent à visiter cet endroit pour y prendre des terres. […] Le premier colon résident, Louis Cosset, de Sainte-Geneviève, y arriva en 1803[25].

Il n'est pas exceptionnel que ces premiers résidents des paroisses soient nommés.

> Les premiers habitants qui y commencèrent des défrichements furent Jacques Sainte-Marie, Jean- Baptiste Poupard, Chrysante Harrel, Numa Barber, Ezéchiel Dewey, François Riendeau, Joseph Poissant, Antoine Normandin, Louis-Albert Lefebvre, Pierre Boucher Boucheville[26].

La mémoire collective a retenu le nom des premiers colons ou de certains d'entre eux ; généralement, le peuplement ne se fait pas de façon isolée. Les anciens soldats forment déjà un groupe partageant une expérience, une sociabilité, tout comme ceux qui partent ensemble des « vieilles paroisses », « avoisinantes » ou non.

---

24. « Chambly », *Le diocèse*, p. 421.
25. E.-Z. Massicotte, « Saint-Narcisse de Champlain », *Bulletin*, 2, 5, (mai 1896), p. 65.
26. Charles Bédard, « Saint-Rémi de Lasalle », *Bulletin*, 4, 9, (septembre 1898), p. 257.

> Vers les années 1862 et 1863, plusieurs familles courageuses quittèrent la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, pour aller rejoindre quelques rares devanciers, qui avaient déjà pénétré jusque dans les derniers rangs du township. Ce fut là le commencement d'une nouvelle colonie, qui porta d'abord le nom de Varennes, et devint par la suite une partie de la paroisse de Saint-Côme[27].

Mais les colons partent parfois de loin, notamment quand ils « ouvrent » une nouvelle région comme le Lac Saint-Jean :

> [L]es colons étaient arrivés en 1865. Ils venaient pour la plupart du comté de Charlevoix, de Château-Richer, de Saint-Michel de Bellechasse, et de Notre-Dame de Beauport. […] Vers 1868 ou 1869 plusieurs colons vinrent de Sainte-Foye de Québec, établir le sixième rang qui porte le nom de cette paroisse[28].

Dans le même sens, peut-on lire à propos de Sainte-Anne-des-Plaines : « La plupart des premiers colons qui s'y établirent, venaient de Sainte-Anne-de-Beaupré[29] ». Plus tardivement, c'est en société de colonisation que s'organise un groupe bien particulier : « Piopolis fut fondé, le 21 avril 1871, par un groupe de zouaves pontificaux récemment arrivés de leur expédition d'Italie, où ils étaient allés combattre sous les drapeaux de Pie IX[30]. »

De telles stratégies migratoires, collectives, facilitent l'établissement sur de nouvelles terres, et s'observent donc depuis le régime français jusque vers la fin du XIX^e^ siècle. Parfois on s'établit dans des régions assez ou très éloignées des lieux d'origine, mais d'autres fois, ce sont les paroisses « avoisinantes » qui, en un sens, s'étalent. S'il s'agit ici d'un développement par diffusion, sur l'île de Montréal, il faut bel et bien parler d'étalement urbain, de développement de banlieues. Ainsi peut-on lire à propos de Saint-Enfant-Jésus (le Mile-End) :

> Cette paroisse est la plus ancienne de la banlieue de Montréal. […] Là se trouvaient d'immenses carrières de pierre, dont l'exploitation devenait très profitable, à mesure que se développaient les progrès de la construction dans la cité, et fournissait la subsistance à un nombre considérable d'ouvriers, de charretiers et de manœuvres qui, naturellement, s'étaient établis sur les lieux mêmes où s'exerçait leur industrie[31].

En plus de l'étalement des zones rurales et urbaines et de l'ouverture de territoires, il y a une troisième forme d'établissement de nouvelles paroisses : le « démembrement » ou subdivision d'une paroisse quand la population augmente au-delà d'un certain seuil. Ces démembrements s'observent tant à Montréal qu'en

27. « Saint-Côme », *Le diocèse*, p. 761.
28. Pierre-Georges Roy, « Saint-Prime du Lac Saint-Jean », *Bulletin*, 4, 8 (août 1898), p. 225.
29. « Sainte-Anne-des-Plaines », *Le diocèse*, p. 627.
30. Pionnier, « Saint-Zénon de Piopolis », *Bulletin*, 6, 7 (juillet 1900), p. 195.
31. « Saint-Enfant-Jésus (le Mile-End) », *Le diocèse*, p. 210.

région. Ainsi, la paroisse Sainte-Brigide, à Montréal, est née d'un démembrement de Notre-Dame de Montréal en 1867, et dès 1875, elle est à son tour démembrée pour former la paroisse du Sacré-Cœur. Dans le même sens, à propos de la paroisse Saint-Joseph, dont l'église a été bâtie en 1861-1862, on lit : « Les limites de la paroisse ont été plusieurs fois changées ; Saint-Charles en est un démembrement ; Sainte-Cunégonde s'est agrandie en englobant dans son territoire une partie de Saint-Joseph ; et de plus, le nord de la rue Sherbrooke a été distrait de Saint-Joseph, pour être annexé à Notre-Dame »[32]. Dans les Laurentides, Sainte-Scholastique, démembrée de Saint-Benoit en 1818, fut à son tour démembrée pour former Saint-Colomban en 1836 ; en 1871, Sainte-Monique s'en détacha pour former une nouvelle paroisse et puis ce fut le tour de Saint-Canut en 1886.

Bien sûr, les plus anciennes paroisses du diocèse de Montréal relevaient auparavant de celui de Québec (et dans un cas de Trois-Rivières), autre forme de démembrement. Le *Bulletin* évoque la fondation des diocèses de Rimouski, Valleyfield et de Sherbrooke, et *Le diocèse*, celle de Saint-Hyacinthe.

Dans l'ensemble le terroir se remplit.

> Comme les autres villages canadiens, celui de Sainte-Thérèse est né de l'église, pour ainsi dire, et a grandi autour du clocher. En 1789, on voyait à peine, sur les bords de la rivière aux Chiens, quelques maisons éparses et très pauvres. L'église fut le noyau d'un village qui grossit bientôt, et devint florissant en quelques années. Vers 1830, c'était déjà un centre d'activité et d'affaires, comme nous le voyons par le dictionnaire topographique de Bouchette[33].

Le mouvement d'occupation du territoire ne se fait toutefois pas sans difficultés. On fonde de nouvelles paroisses à la recherche de terres pour faire vivre sa famille, mais le travail agricole est dur et certains y renoncent. Ils peuvent alors partir pour Montréal, en pleine croissance, comme le tableau plus haut l'indique, mais la recherche de travail dans une ville industrielle peut les amener en Nouvelle-Angleterre. Cette émigration au sud de la frontière est décriée à quelques reprises dans le *Bulletin*.

> Une autre cause qui a fait diminuer la population de Sainte-Luce, c'est le fléau de l'émigration. Restreint autrefois à quelques comtés du district de Montréal et de celui de Trois-Rivières, ce fléau a gagné le vieux district de Québec, et la paroisse de Sainte-Luce, elle aussi, a dû subir son œuvre dévastatrice. Chaque année, depuis surtout que les communications par eau et par terre sont devenues si faciles, grand nombre de ses enfants, bercés du fol espoir d'arriver vite à la fortune et éblouis par la perspective d'un avenir chimérique, abandonnent le sol natal, pour la grande République. Ce mouvement si fatal à la nationalité canadienne se continue ici comme ailleurs dans des proportions vraiment alarmantes. Cependant combien

32. « Saint-Joseph », *Le diocèse*, p. 269.
33. « Sainte-Thérèse », *Le diocèse*, p. 620.

> de ceux qui ont quitté le soin de la terre, la culture des champs, occupations si honorables et si indépendantes, pour aller vivre dans les manufactures ou dans les écuries des Yankees, combien y en a-t-il qui l'ont acquise cette fortune tant convoitée ? Sur cent peut-on en citer un seul[34] ?

Le « fléau de l'émigration » (expression consacrée) est dénoncé par un autre auteur qui présente encore une fois une paroisse du Bas-du-fleuve. Est-ce lié à la piètre qualité des terres ?

> La population de St-Ulric est aujourd'hui de 1500 âmes réparties entre 250 familles. Là comme partout ailleurs le fléau de l'émigration s'est fait sentir. Les États-Unis ont attiré un grand nombre de familles dont la plupart ne sont pas revenues. Sans cet exode la paroisse compterait au delà de 2000 âmes[35].

Pierre-Gorges Roy entonne aussi une dénonciation de l'émigration « aux États-Unis ou dans les grandes villes du Canada »[36], et donne en exemple les pionniers de nouvelles paroisses comme Sainte-Julie de Somerset[37]. Roy cite également dans le même texte « le fameux mémoire des douze missionnaires des Cantons de l'Est, le *Canadien Émigrant* »[38]. Ce mémoire, datant de 1851, s'intitule « Le Canadien Émigrant, ou Pourquoi le Canadien-Français quitte-t-il le Bas-Canada ».

Il n'empêche, si les rédacteurs des rubriques dénoncent l'exil vers les villes industrielles, la vie de colon était dure et les conditions d'établissement sur de nouvelles terres, rudimentaires.

> Lors de l'expatriation des Acadiens un grand nombre de ceux qui avaient été débarqués à Boston revinrent à Québec. […]
>
> En 1770, M. Jacques Degeay, curé de Saint-Pierre du Portage, qui s'intéressait beaucoup au sort de ces pauvres expatriés, en dirigea une petite colonie d'environ vingt-cinq familles vers les belles plaines, alors toutes couvertes d'érables, qui avoisinaient sa paroisse.
>
> Les nouveaux colons se mirent sur le champ à travailler au défrichement des terres. M. Degeay donna à chaque colon une vache, quelques quintaux de farine, une certaine quantité de lard, des instruments aratoires et les ustensiles de ménage indispensables à une famille[39].

34. J.-W. Miller, « Sainte-Luce de Rimouski », Bulletin, 6, 8, (août 1900), p. 231.
35. E. R., « Saint-Ulric de la Rivière-Blanche », *Bulletin*, 6, 11, (novembre 1900), p. 339.
36. Pierre-Gorges Roy, « L'Annonciation de Notre-Dame de Bonsecours de L'Islet », *Bulletin*, 6, 12, (décembre 1900), p. 358.
37. Pierre-Gorges Roy, « Sainte-Julie de Somerset », *Bulletin*, 7, 4, (avril 1901), p. 99.
38. *Idem*, p. 100.
39. Pierre-Georges Roy, « Saint-Jacques-Le-Majeur de L'Achigan », *Bulletin,* 2, 2, (février 1896), p. 17, et non signé, dans *Le diocèse,* p. 604.

Sainte-Julie de Somerset, *Bulletin*, 7, 4,
(avril 1901), p. 98.

ÉGLISE SAINTE-JULIE DE SOMERSET

« Courageux colons », soit, pionniers admirables, bien sûr, mais qui cherchent avant tout une façon de faire vivre leur famille. C'est en groupe qu'ils s'installent en de nouveaux territoires, mais aussi qu'ils migrent vers la ville, Montréal ou une de la Nouvelle-Angleterre. Les rubriques ici analysées donnent de nombreuses indications sur ce qui retient la population dans ces paroisses, mais aussi les difficultés qu'elle rencontre. Avant de s'y pencher, il faut étudier une autre dimension du peuplement du territoire : la rencontre avec l'autre.

Les groupes en présence

> Les Canadiens établis là avant 1800 étaient les Arbourg, les Chicoine dit Coton, les Dumas, les Plourde, et les Leclerc dit Francœur.
>
> Les Irlandais étaient les Bond, les Buckley, les Callaghan, les Dennehey, les Fleming, les Henley, les Drohan et les Flynn.
>
> Les Français étaient les Rifaux (aujourd'hui on prononce et on écrit Rifou) et les Yvon. Il y avait aussi une famille Girard, de Guernesey[40].

Au fil des présentations de paroisses, différents groupes apparaissent, en plus bien sûr des Canadiens, et dans l'ordre chronologique ce sont les Amérindiens, les Anglais, les Irlandais et les Américains ; parfois quelques autres Européens sont mentionnés.

Les Amérindiens étaient bien sûr présents lors de l'arrivée des Français dans ce qui allait devenir la Nouvelle-France. Les « bons Indiens » sont les convertis et les « méchants Sauvages », non chrétiens, combattent les Européens qui s'installent sur leurs terres. Si les textes concernant les paroisses les plus anciennes parlent beaucoup des Amérindiens, globalement désignés comme Sauvages, dans l'histoire de chacune de ces paroisses, on nomme non seulement les différentes nations, Iroquois, Hurons, Agniers et Onneiouts, mais certains personnages ayant joué un rôle important dans les relations entre les Français et ces Sauvages[41]. Dans sa présentation de Notre-Dame de Sainte-Foye, l'abbé H. A. Scott, évoque les Algonquins, Montagnais, et bien sûr les Hurons qui vécurent un temps à Sillery[42]. Le texte sur Caughnawaga dans *Le diocèse* évoque les Renards, et les Chicachias (p. 474) et celui sur Sainte-Anne-de-Bellevue parle des « sauvages

40. Pierre-Georges Roy, « Saint-Pierre de La Malbaie », *Bulletin*, 7, 5, (mai 1901), p. 131.
41. Comme Pierre Tonsahoten et sa femme Kandiakteua, mentionnés dans la présentation de Caughnawaga, ou Pierre Karekoho, mentionné dans celle de Saint-Régis, et Ahuntsic dans celle du Sault-au-Récollet.
42. L'abbé H. A. Scott, « Notre-Dame de Sainte-Foye », *Bulletin*, 6, 3, (mars 1900), p. 66-75.

chrétiens de la nation des Loups, des Algonquins, des Missisagues[43], des Crics (sic) et des Nipissingues, peuplades régénérées par le zèle des enfants d'Olier et d'Ignace de Loyola » (p. 489). On parle aussi des Nippissingues (des Ojibwe) et des Algonquins dans la rubrique sur Oka (p. 537-552). Un texte sur Bécancour[44] entraine pour sa part les lecteurs chez les Abénakis, puis au moment de la guerre entre « les Sauvages Amoncharonons, habitants de 1'Isle de Montréal » et des Algonquins des Trois-Rivières.

Les relations avec les Amérindiens sont souvent difficiles, comme en témoignent plusieurs textes.

> Un des premiers soins des habitants, en s'établissant à Boucherville, fut de construire un fort : précaution nécessaire en ces temps-là, pour se mettre à l'abri des incursions fréquentes et si soudaines des cruels Iroquois[45].

La « trop triste visite » des Iroquois est également évoquée dans la présentation de Pointe-aux-Trembles[46] ; dans le même sens on lit dans le *Bulletin* :

> Jean Moyen alla se fixer avec sa famille sur l'Ile-aux-Oies. Son exploitation marchait à merveille, lorsqu'un jour – c'était à la Fête-Dieu 1655 – des Agniers surprirent sa famille au moment où ses serviteurs étaient à leur besogne dans les champs. Moyen fut lâchement assassiné par ces barbares, sa femme subit le même sort malheureux[47].

Les filles de Jean Moyen furent faites captives, puis échangées contre des Agniers captifs des Français. Ici apparaît un élément important dans les relations avec les Amérindiens : le va-et-vient des captifs qui entraina du métissage.

> C'est à l'introduction du sang blanc de captifs de la Nouvelle-Angleterre, que les Iroquois de Caughnawaga doivent plusieurs des noms anglais qu'ils se donnent, comme les noms de Tarbell, Rice, Williams, Jacobs, Hill, Stacey, Mc Gregor, etc.
>
> Tous ces captifs, sauvages et blancs, subissaient l'influence du milieu où ils étaient, quant à la religion, la langue et les coutumes ; ils devenaient catholiques et iroquois ; et mis à même de retourner dans leur famille, lorsque leurs parents voulaient les réclamer, la plupart continuèrent le genre de vie auquel ils étaient habitués plutôt que de suivre leurs parents. […]

43. Les Missisagues sont des Algonquiens.
44. « Notes sur les premiers temps de la colonisation à Bécancour », notes communiquées par Mgr Suzor, *Bulletin*, 8, 2, (février 1902), p. 42-46. Il n'est pas tout-à-fait clair ici si Mgr Suzor est l'auteur de cet article, non signé par ailleurs.
45. « Boucherville », *Le diocèse*, p. 448.
46. « Pointe-aux-Trembles », *Le diocèse*, p. 455.
47. N.-E. Dionne, « L'Ile aux Oies », *Bulletin*, 7, 2, (février 1901), p. 47.

> Aujourd'hui, à cause de ces mélanges, il n'y a pas une seule famille purement iroquoise à Caughnawaga, bien que chez presque toutes on ne parle guère qu'iroquois ; il n'y a qu'une couple d'individus qui se réclament Iroquois sans mélange de sang blanc[48].

Comme l'indique la citation précédente, parler des Amérindiens entraine hors des frontières du Québec.

> En l'année 1752, trente familles de Caughnawaga et quelques Agniers (Mohawks) des cantons iroquois (état de New-York), sous la direction du P. Billard, S. J., assistant missionnaire de Caughnawaga, allèrent s'établir un peu plus haut que le lac Saint-François, sur la rive sud du Saint-Laurent. Cette colonie avait pour chef Pierre Karekoho, fils d'un anglais Tarbell, fait prisonnier à Groton, Massachusetts, en 1704. […]
>
> Le nom que les Indiens donnèrent à cet endroit : Akwesasne. 'Là où la perdrix bat de l'aile', indique qu'il était bien propre à la chasse. Bientôt les nouveaux Akwesasronons reçurent un renfort considérable de la bourgade iroquoise de Sewekats, située à l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la ville d'Ogdensburg, N. Y.[49]

La section sur l'histoire du Canada reviendra sur les guerres avec les Amérindiens et la Grande paix, après laquelle le danger qui menace les Canadiens français se diversifie, avec la présence anglo-saxonne. Il ne s'agit plus tant de guerre que de cohabitation religieuse. Ainsi peut-on lire dans *Le diocèse*, que l'évêque « voya[i]t, avec peine et inquiétude l'extrémité sud-ouest de son territoire entourée d'hérétiques […] »[50], les « hérétiques » étant les protestants. Bien sûr, tous les anglophones ne sont pas protestants. En effet, au cours du XIX[e] siècle, arrivent au Québec de nombreux Irlandais catholiques.

Sans surprise, la première paroisse « irlandaise » à Montréal fut nommée Saint-Patrice, et son église est inaugurée en 1847. Le nombre d'Irlandais augmentant, les paroisses anglophones se multiplient[51].

> La modeste colonie irlandaise qui, en 1845, se croyait à peine suffisante, en nombre et en moyens, pour s'assurer le bénéfice d'une église à elle, – moins de quarante ans plus tard, s'était déjà développée, au point de justifier l'établissement à Montréal d'une cinquième paroisse où elle fût tout à fait chez elle[52].

---

48. « Caughnawaga », *Le diocèse*, p. 474-475.
49. L'abbé G. Forbes, « Saint-Régis », *Bulletin*, 8, 1, (janvier 1902), p. 12.
50. « Saint-Hermas », *Le diocèse*, p. 685.
51. « En 1845, les Frères de Écoles chrétiennes ouvraient une école dans la partie est de Montréal, alors désignée sous le nom de 'faubourg Québec'. Bientôt l'étage supérieur de cette école fut converti en chapelle, sous le vocable de sainte Brigide, la noble fille de l'Irlande. Les autorités religieuses voulaient ainsi faciliter les exercices du culte aux résidents dispersés dans ces quartiers excentriques de la cité, et dont un bon nombre étaient des Irlandais. » (*Le diocèse*, p. 353.) Ces « quartiers excentriques » sont situés au cœur de la métropole actuelle.
52. « Saint-Antoine-de-Padoue », *Le diocèse*, p. 372.

Les Irlandais ne demeurèrent pas tous dans les villes de Montréal et de Québec, certains s'établissant à la campagne, par exemple à Saint-Sylvestre[53].

Si certains s'inquiètent des « hérétiques », d'autres trouvent un *modus vivendi* avec les protestants.

> La paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville est une des plus anciennes des Cantons de l'Est. […] Les différents missionnaires qui se sont succédés depuis l'établissement primitif de la colonie jusqu'au 2 juillet 1856, date où la paroisse fut érigée canoniquement (décret civil, 6 septembre), ont tous fait preuve d'une vive énergie et d'un dévouement sans bornes, et l'harmonie qui a toujours existé entre les habitants de croyances différentes est la preuve d'une sage administration[54].

Mais il n'y a pas que les Irlandais qui s'installent au Québec : « Saint-André est ainsi nommé parce que cette localité fut colonisée par des Écossais, en 1822 »[55]. Comme les Irlandais, les Écossais se dispersent sur le territoire :

> La partie nord [du comté de Marston] était déjà établie, depuis nombre d'années, par des colons originaires de la Haute-Écosse. Le premier détachement de ces hardis montagnards était venu s'y fixer dès 1852[56].

SAINT-PIERRE DE LA MALBAIE

Saint-Pierre de la Malbaie, *Bulletin*, 7, 5, (mai 1901), p. 130.

53. Pierre-Georges Roy, « Saint-Patrice de Beaurivage », *Bulletin*, 8, 6, (juin 1902), p. 170.
54. R., « Saint-Frédéric de Drummondville », *Bulletin*, 5, 8, (août 1899), p. 227.
55. « Saint-André », *Le diocèse*, p. 682.
56. Pionnier, « Saint-Zénon de Piopolis », *Bulletin*, 6, 7, (juillet 1900), p. 195.

D'autres Européens se sont aussi établis sur le territoire du Québec, parfois individuellement, comme un Alsacien, « premier colon de la région » et « marié à une Sauvagesse »[57], et parfois en groupe, comme des « pêcheurs basques, normands et bretons »[58].

Pour mieux comprendre les relations avec les Anglais, ainsi qu'avec les Amérindiens, il faut scruter ce que les rubriques disent de l'histoire politique et des guerres ; un autre groupe s'y profilera, celui de nos voisins du sud.

L'histoire du Canada, de Champlain aux Patriotes

> Faire l'histoire de Chambly, c'est remonter de trois siècles le cours des temps, pour étudier, dans les premières annales de la colonie, le développement social et religieux de toute cette partie du pays.
>
> Toujours, alors, la croix du missionnaire accompagnait l'épée du soldat, et partout où la France arborait le drapeau fleurdelisé, la religion plantait le glorieux symbole de la Rédemption. C'est à la date déjà bien éloignée de 1609 que remonte la reconnaissance de toute la vallée de la rivière des Iroquois [par Champlain][59].

Le développement des paroisses a été marqué par divers événements reliés à l'histoire politique que l'on peut regrouper en trois chapitres, le premier concerne les relations – et les guerres – avec les Amérindiens, le second est celui de la conquête, dont la déportation des Acadiens fut un signe annonciateur, le troisième renvoie à l'émancipation des peuples, et concerne d'une part les Américains et d'autre part les Patriotes.

Le premier chapitre de l'histoire du Canada est ainsi celui de la difficile rencontre avec les Amérindiens, et c'est pourquoi les premiers villages, notamment sur la rive sud de Montréal, prirent parfois la forme de Forts. Le peuplement de la Nouvelle-France, il ne faut pas l'oublier, part des villes, de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal ; les « villes » sont fondées avant les villages agricoles et les premiers habitants de ces villages furent d'anciens soldats.

> À son origine, la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes était une des colonies militaires fondées, sous M. Talon, par les concessions seigneuriales faites aux officiers du régiment de Carignan-Salières, et dont les premiers habitants ou censitaires furent recrutés parmi les hommes de leurs compagnies respectives[60].

57. R., « Notre-Dame du Lac Saint-Jean (Roberval) », *Bulletin*, 5, 3, (mars 1899), p. 66-67.
58. Pierre-Georges Roy, « Saint-Pierre de La Malbaie », *Bulletin*, 7, 5, (mai 1901), p. 131.
59. « Chambly », *Le diocèse*, p. 420.
60. « Sainte-Anne-de-Varennes », *Le diocèse*, p. 478.

Mais ce n'est pas seulement à cause de leur passé militaire que les colons se regroupent autour de Forts, comme ceux de Chambly, Longueuil ou de Laprairie, c'est pour mieux se protéger d'attaques de la part des Amérindiens.

> Les colons groupèrent leurs habitations pour se protéger et se défendre mutuellement ; elles furent même renfermées dans une enceinte de pieux et ce fut là le commencement du Fort de la Prairie. Pour la sûreté de ce poste et de ses habitants, le gouvernement y entretenait toujours une petite garnison[61].

S'éloigner des forts comporte des dangers ; la mémoire collective a retenu la mort de Dollard des Ormeaux au Long-Sault en 1660.

> Carillon, très remarquable par la beauté de son paysage, est à deux milles du village de Saint-André. On prétend que c'est à Carillon qu'eut lieu, contre les Iroquois, la lutte de Dollard et de ses compagnons[62].

Quelques années plus tard, eut lieu le Massacre de Lachine ; cette fois les attaquants ne s'en prirent pas seulement aux colons français, mais aussi à d'autres Amérindiens.

> En 1689, 1500 Iroquois païens fondirent à l'improviste sur l'île de Montréal, causèrent le 'massacre de Lachine,' répandirent la terreur jusqu'aux portes de Montréal et se proposaient de détruire le village des Iroquois chrétiens et de massacrer ou de capturer ses habitants. Pour se protéger, ceux-ci se réfugièrent à Montréal, où ils demeurèrent pendant 7 ou 8 mois[63].

La mémoire de cet événement est inscrite dans la pierre quelque deux cents ans après le fait. « Le 9 août 1891, M^gr^ Fabre faisait la bénédiction solennelle d'un superbe monument élevé pour commémorer le *Massacre de Lachine*, par les Iroquois en 1689[64] ». La Grande Paix de 1701, évoquée dans la rubrique sur Lachine dans *Le diocèse* (p. 463-471), clôt ce premier chapitre de l'histoire politique.

Un autre ennemi se manifeste dès la fondation de la Nouvelle-France. En effet, l'Angleterre a des visées sur toute l'Amérique du Nord. La présentation de Sainte-Cécile du Bic évoque « la reddition de Québec »[65] en 1629 et les Kertk (ou Kirke). En fait, les Anglais sont surtout présents dans les rubriques à travers la déportation des Acadiens et la Conquête.

Plusieurs Acadiens s'établissent au Québec après la déportation, dans des villages où ils forment une masse critique, comme à Saint-Jacques-Le-Majeur de

---

61. « Laprairie », *Le diocèse*, p. 432.
62. « Saint-André-d'Argenteuil », *Le diocèse*, p. 682.
63. L'abbé J.-G. Forbes, « Saint-François-Xavier de Caughnawaga », *Bulletin*, 5, 5, (mai 1899), p. 133.
64. « Lachine », *Le diocèse*, p. 464.
65. Sans auteur, « Sainte-Cécile-du-Bic », *Bulletin*, 7, 11, (novembre 1901), p. 323.

L'Achigan[66]. Bien sûr, ils sont aussi présents en Gaspésie et notamment dans la Baie-des-Chaleurs.

> Sept familles acadiennes parties de l'ancienne Acadie lors du grand dérangement, après avoir erré plusieurs années, traversèrent la baie des Chaleurs et vinrent se réfugier dans le barachois de Tracadièche. C'est là l'origine de Tracadièche aujourd'hui la belle et florissante paroisse de Saint-Joseph de Carleton[67].

Non seulement les Acadiens furent déportés, mais plusieurs furent « traqués » :

> En 1762, treize familles acadiennes qui, depuis deux années, étaient traquées par les autorités anglaises, et vivaient dans les bois avec les Sauvages, vinrent se fixer sur les bords de la belle et grande rivière Bonaventure qui coule dans le canton Hamilton. Les premiers colons de Bonaventure se livrèrent particulièrement à la culture de la terre. Ils ne s'occupèrent de la pêche, qui est très abondante en cet endroit, que pour subvenir à leurs propres besoins[68].

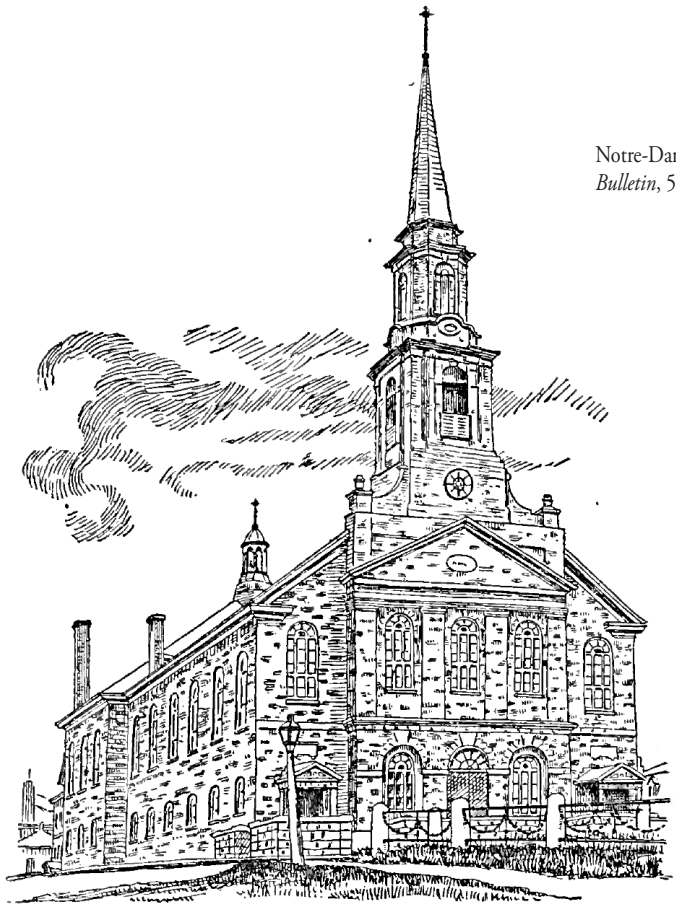
Les Acadiens qui se réfugient au Québec participent ainsi à l'établissement de nouvelles paroisses. Ainsi, sans surprise, la paroisse de L'Acadie « fut fondée par les Acadiens d'où lui vient son nom »[69].

La conquête a eu pour sa part plusieurs conséquences sur la vie des habitants de la Nouvelle-France, et c'est à travers l'histoire des églises qu'elles se profilent dans les rubriques ici étudiées. En ce sens, on peut généraliser l'affirmation suivante : « Le village de L'Assomption suivit la fortune de son église ; il s'agrandissait en même temps, s'embellissait et devenait une ville[70] », l'église servant de métonymie à la paroisse[71].

Dans le meilleur des cas, la conquête ralentit les travaux de construction de l'église et plus généralement le développement de la paroisse.

> Les fidèles commencèrent la construction d'une église quelque temps avant la cession du pays, mais les travaux furent suspendus durant la guerre et le temple ne fut livré au culte qu'aux environs de 1768[72].

66. Pierre-Georges Roy, « Saint-Jacques-Le-Majeur », *Bulletin*, 2, 2, (février 1896), p. 17.
67. L'abbé E. P. Chouinard, « Saint-Joseph de Carleton », *Bulletin*, 8, 5, (mai 1902), p. 137.
68. Pierre-Georges Roy, « Saint-Bonaventure de Hamilton », *Bulletin*, 7, 8, (août 1901), p. 227.
69. « L'Acadie », *Le diocèse*, p. 616.
70. « L'Asssomption », *Le diocèse*, p. 558.
71. J'aurais pu longuement développer sur la construction des églises et l'installation de cloches, ce qui est un signe de prospérité, mais l'espace me manque ici pour le faire.
72. E.-Z. Massicotte, « Sainte-Geneviève de Batiscan », *Bulletin*, 4, 2, (février 1898), p. 33.



EGLISE NOTRE-DAME DE LA VICTOIRE DE LEVIS

Notre-Dame de la Victoire de Lévis, *Bulletin*, 5, 1, (janvier 1899), p. 7.

Dans d'autres cas, les églises servirent à des fins imprévues, comme d'un hôpital de campagne à Lévis.

En 1675, on commença la construction d'une église. C'était la première qu'on élevait sur la rive sud du Saint-Laurent. […] En 1759, elle servit d'hôpital aux soldats anglais qui faisaient le siège de Québec. Après la bataille des Plaines d'Abraham, le cadavre de Wolfe fut transporté à la Pointe-de-Lévy, probablement dans l'église, où il fut embaumé[73].

73. Pierre-Georges Roy, « Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévy », *Bulletin*, 5, 2, (février 1899), p. 35.

Ailleurs, elle servit de camp retranché ou de quartier général à partir d'où les fermes avoisinantes furent pillées ou détruites.

> Les Anglais au nombre de 1000 à 1200 débarquèrent à Saint-Antoine de Tilly, s'emparèrent de l'église et s'y retranchèrent. Pendant plusieurs jours, ils se répandirent dans la campagne et récoltèrent les grains de toutes les habitations. Ils brûlèrent aussi un grand nombre de maisons[74].

Au pire, les églises furent carrément détruites, c'est le sort voué à une de celles qui servit de camp retranché aux Anglais, celle de Sainte-Foye. « Cette église est restée célèbre dans notre histoire parce que, en l760, les Anglais la firent sauter pour empêcher que le chevalier de Lévis ne s'emparât du matériel de guerre qu'ils y avaient entassé.[75] »

Cela dit, quand ce chapitre de l'histoire du Canada se termine, après la « cession », de bonnes relations peuvent se tisser avec certains Anglais.

> Le canton Hamilton a été nommé ainsi en l'honneur du colonel Henry Hamilton, un des lieutenants de Amherst dans la guerre qui se termina par la cession du pays à l'Angleterre. Hamilton fut lieutenant-gouverneur de la province de Québec, puis administrateur de tout le Canada pendant l'absence de Haldimand. Il nous fait plaisir de constater que son nom a été perpétué car pendant son administration il montra beaucoup de sympathie aux Canadiens[76].

Le troisième et dernier chapitre de l'histoire du Canada concerne la libération des peuples de l'Amérique de la tutelle coloniale. Les Étatsuniens, indépendants, ont voulu attirer le Canada dans leur giron, d'une part, et d'autre part les Patriotes ont cherché à s'émanciper de la tutelle britannique, à leur façon.

Le fort de Longueuil était à l'origine destiné à se protéger « contre les attaques des sauvages » ; « les Américains l'occupèrent pendant l'invasion de 1775, et les Anglais y tenaient encore garnison, lors de son incendie [en 1792] »[77]. Notons au passage qu'après cette guerre, d'anciens soldats furent encore invités à se faire agriculteurs, avec moins de succès que sous le régime français.

> Après la révolution américaine, le gouvernement anglais avait eu l'intention de coloniser le pays avec les soldats qui avaient aidé à combattre la rébellion. La partie du canton de Godmanchester où s'élève aujourd'hui Saint-Anicet avait ainsi été donnée aux soldats anglais. Ceux-ci, plus adonnés à la guerre qu'à la culture de la terre, ne se soucièrent pas de s'y établir et, à l'exception de quelques-uns, ils vendirent leurs concessions.

---

74. Pierre-Georges Roy, « Saint-Antoine de Tilly », *Bulletin*, 8, 2, (février 1902), p. 326.
75. L'abbé H. A. Scott, « Notre-Dame de Sainte-Foye », *Bulletin*, 6, 3, (mars 1900), p. 74.
76. Pierre-Georges Roy, « Saint-Bonaventure de Hamilton », *Bulletin*, 7, 8, (août 1901) p. 227.
77. « Longueuil » *Le diocèse*, p. 440.

> Mais les colons anglais furent bientôt remplacés, car en 1820, l'endroit était devenu assez populeux pour être érigé en mission sous le vocable de Saint-Anicet[78].

Dans le même sens : « Vers la fin du siècle dernier, quelques familles américaines vinrent s'établir dans la seigneurie de d'Ailleboust et y séjournèrent jusqu'à la guerre de 1812, qui les força de rentrer dans leur patrie »[79].

Les Rébellions se firent sentir encore une fois sur des églises, dont quelques-unes furent incendiées, et même parfois le village entier.

> Au mois de décembre, eut lieu l'incendie du village de Saint-Benoit par une bande de patriotes. La bande incendiaire paraissait disposée à en faire autant à Saint-Hermas. M. Hermas [le curé] alla à leur rencontre et fit tant, par ses représentations, qu'il les détourna de leur projet de mettre le feu à l'église[80].

Dans le diocèse de Montréal, c'est Saint-Eustache qui a le plus souffert ; notons au passage que dans *Le diocèse*, Saint-Eustache est présenté sous son nom complet : Saint-Eustache-Martyr.

> Ce village a beaucoup souffert du combat de 1837 et de l'incendie qui l'a suivi, et qui a dévoré plusieurs de ses édifices. Quoi que depuis longtemps il se soit relevé de ces cendres, cependant il n'a jamais retrouvé sont ancienne splendeur. […] Le 14 décembre 1837, les insurgés canadiens, au nombre de 250, mal armés, sous le commandement du docteur Chénier, se retranchèrent dans l'église de Saint-Eustache, et y résistèrent témérairement aux 2,000 hommes de sir John Colborne. Chénier y périt avec un grand nombre de ses hommes. Les Anglais brûlèrent le village et ravagèrent les environs[81].

Cette histoire, celle des Patriotes, on le sait, se termine mal, comme le rapporte le texte suivant à propos de Longueuil : « c'est ici que furent tirés les premiers coups de feu, – premier acte d'un long drame, qui se termina par l'échafaud, l'incendie, la ruine et l'exil d'un grand nombre[82] ». Le mouvement des Patriotes eut des effets jusque dans le Bas-du-fleuve.

> Notre-Dame du Portage doit son nom à la situation de son église près de l'entrée du Vieux chemin du Lac. Ce chemin ébauché pendant la rébellion de 1837 pour le transport des troupes anglaises de Madawaska à la Rivière-du-Loup portait le nom de Chemin du Portage, probablement parce qu'il y avait un portage sur son parcours[83].

---

78. Pierre-Georges Roy, « Saint-Anicet de Godmanchester », *Bulletin*, 3, 3, (mars 1897), p. 33.
79. « Sainte-Mélanie », *Le diocèse*, p. 676.
80. « Saint-Hermas », *Le diocèse*, p. 686.
81. « Saint-Eustache-Martyr », *Le diocèse*, p. 601.
82. « Longueuil », *Le diocèse*, p. 442.
83. Pierre-Georges Roy, « Notre-Dame du Portage », *Bulletin*, 6, 6, (juin 1900), p. 163.

L'histoire politique, c'est essentiellement celle des guerres, et dans l'ensemble, ce que racontent les rubriques ici analysées, c'est que la population subit les contrecoups de l'histoire politique, en est la victime. L'histoire politique, dans le corpus se termine en 1837. Par la suite, c'est l'histoire économique qui prend le relais, même si elle est présente par différentes allusions dès le début de la colonie. Cela dit, que l'histoire économique prenne le relais de l'histoire politique apparaît déjà en filigrane quand d'anciens soldats se font défricheurs, et quand d'anciens officiers de l'armée française deviennent seigneurs. Il n'est pas question dans les textes de démocratie parlementaire ou municipale, de vote.

Bien sûr, la population n'est pas que la victime de forces qui la dépassent. La dynamique de peuplement évoquée plus haut l'indique déjà, mais cela apparaît plus clairement encore quand on se penche sur l'histoire sociale et économique telle que retracée par les différentes rubriques.

L'histoire sociale : détermination et vicissitudes

L'histoire sociale révèle la détermination de la population. Dans son versant positif, cette détermination lui permet de poursuivre sans relâche son travail de développement de l'écoumène et notamment de ne pas se laisser démonter par les incendies ou tornades, et de construire et reconstruire sans cesse églises et villages. Mais cette détermination comporte son versant négatif, lequel s'exprime dans les « chicanes de clocher », lesquelles concernent l'emplacement de l'église.

De nombreux incendies touchent les églises, mais aussi des villages ou des quartiers entiers. En fait, sur les 218 paroisses présentées dans les rubriques, près du quart des églises, soit 50, furent victimes de diverses calamités. Sont rapportés 40 incendies, parfois causés par la foudre, parfois par la guerre, 7 ouragans et « coups de vent ». Dans deux cas, l'église doit être reconstruite à cause de l'érosion des berges, et deux fois parce qu'elle s'enfonce dans un terrain marécageux. Une autre église est victime d'un « accident » non précisé.

En ce qui concerne les incendies, on en rapporte tant en Nouvelle-France (Notre-Dame de Sainte-Foye) que dans les années 1890 (Saint-Jean-Baptiste à Montréal, Saint-Valentin, Longue-Pointe, Cap Saint-Ignace), dans les villes et dans les campagnes, ne touchant que l'église (Sainte-Clotilde de Chateauguay, Pointe-Claire) ou s'étendant à tout le village (Saint-Prime du Lac Saint-Jean, Laprairie) ou encore à tout un quartier urbain (le Faubourg Saint-Jean-Baptiste à Québec, Lachine), laissant alors de nombreuses familles sans-abri. À Saint-Cyprien-de Napierville, l'église brûle seulement quatre jours après son inauguration en 1886, de même à Saint-Gabriel de Brandon où l'église est détruite par un incendie l'année

même de sa construction, 1848. Parfois, comme à Saint-Joseph de Carleton, une première église subit un incendie et une autre, quelques années plus tard, un coup de vent qui « la détruisit presque entièrement »[84]. À Chambly, des incendies ravagèrent deux églises, une première en 1806 puis une seconde en 1880.

À la fin de la période, apparaissent les assurances qui facilitent la reconstruction. Ainsi, dans les années 1880, à Sainte-Thérèse-de-Blainville, « grâce à la forte assurance qui doubla, ou plutôt tripla les ressources de la paroisse, une nouvelle église sortit bientôt des ruines de l'ancienne[85] », et à Saint-Thomas-de-Joliette, en 1892, « avec l'Assurance des Fabriques, au montant de 12,000 dollars, le temple a été immédiatement reconstruit en pierre[86] ».

Une innovation, en toute fin de période, diminue les risques d'incendie : « Le chauffage avec poêles est disparu en 1898 et 1899, et on a installé deux fournaises, l'une à vapeur pour l'église et l'autre à eau chaude pour la grande chapelle et la sacristie[87]. » Dans le même sens, à Saint-Valentin, la nouvelle église, inaugurée le 1er juin 1900, est « chauffée à l'eau chaude »[88]. Mais ces nouvelles technologies ne peuvent rien contre les ouragans, comme celui qui frappe l'église de Saint-Élie de Caxton[89].

Les calamités qui frappent les paroisses ne se limitent pas aux bâtiments, et des épidémies déciment la population. À Saint-Laurent, il y a une chapelle où s'arrête « la procession annuelle du Très Saint-Sacrement […] lors des épidémies qui ravagèrent le pays en 1832 et 1854, plusieurs corps de cholériques furent enterrés sous cette chapelle »[90]. Des fléaux touchent aussi les récoltes comme à Saint-Thomas où, en 1881, « les terres sablonneuses […] étaient dévastées par les sauterelles, fléau qui se faisait sentir depuis de nombreuses années »[91].

Incendies et ouragans détruisant les églises obligent leur reconstruction. Parfois, surgissent des chicanes sur le lieu de la reconstruction ; les démembrements de paroisses causent aussi des conflits sur le site d'un nouveau lieu de culte. Voici un exemple de « chicane de clocher », raconté en détail par Pierre-Georges Roy :

84. L'abbé E. P. Chouinard, « Saint-Joseph de Carleton », *Bulletin,* 8, 5, (mai 1902), p. 137.
85. « Sainte-Thérèse-de-Blainville », *Le diocèse*, p. 620.
86. « Saint-Thomas-de-Joliette », *Le diocèse*, p. 691.
87. Pierre-Georges Roy, « L'Annonciation de Notre-Dame de Bonsecours de L'Islet », *Bulletin*, 6, 12, (décembre 1900), p. 357.
88. « Saint-Valentin-de-Stotsville », *Le diocèse*, p. 531.
89. Pierre-Georges Roy, « Saint-Élie de Caxton », *Bulletin*, 4, 3, (mars 1898), p. 65.
90. « Saint-Laurent », *Le diocèse*, p. 508.
91. « Saint-Thomas », *Le diocèse*, p. 691.

> La population augmentant toujours, en 1801, on décida de bâtir une église plus en rapport avec les besoins de la population. […] La construction de cette église fut la cause de grands troubles. Les syndics nommés pour surveiller la construction de l'édifice ayant refusé de rendre compte des sommes qu'ils avaient reçues, on leur engendra un procès et ils furent emprisonnés. Les troubles en vinrent à un tel point que Mgr Plessis fut forcé d'avoir recours aux censures ecclésiastiques. Il jeta l'interdit sur la chapelle et pendant trois mois les paroissiens furent obligés d'aller dans les paroisses voisines pour accomplir leurs devoirs religieux. Cet acte de sévérité eut un bon effet.
>
> L'agitation se calma et on put continuer les travaux de construction. Le nouveau temple fut béni le 10 août 1813, plus de dix ans après la pose de la première pierre[92].

Ces chicanes révèlent en filigrane que la population n'est pas totalement soumise à l'Église, contrairement à l'image qu'on a souvent du Québec comme une *priest-ridden society*.

> En 1868, un certain nombre d'Irlandais de la paroisse de Saint Sylvestre, habitant tous la même concession, demandèrent à Mgr Baillargeon, alors administrateur de l'archidiocèse de Québec, la permission de se bâtir une église. Cette permission leur ayant été refusée, ils élevèrent quand même une modeste petite église […][93].

D'autres chicanes de clocher sont rapportés par le *Bulletin*, pour un total de huit, auquel il faut ajouter une chicane à la fois de clocher et à propos du tracé du chemin à Saint-Éloi de Témiscouata. *Le diocèse* en rapporte moins, proportionnellement, il y en eut à Saint-Laurent, Sainte-Thérèse-de-Blainville, Saint-Jacques-le-Mineur, Saint-Sauveur, Saint-Hermas, Saint-Félix-de-Valois ; dans ce dernier cas, c'est un euphémisme qui est utilisé : « quelques difficultés au sujet du site de la future église » (p. 693). Et quand il est question de Saint-Placide, le rédacteur signale que « dans le passé, des procès nombreux ont couvert plusieurs pages de l'histoire, civile et religieuse, de cette localité ; maintenant le calme semble avoir pris le dessus et tout s'y passe dans la paix et la concorde »[94]. Bref, de telles querelles sur l'emplacement de l'église ne semblent pas avoir été rares et ne se règlent parfois qu'avec des procès ou les « censures ecclésiastiques ».

Dans l'histoire sociale, la collectivité est un acteur important. Dans l'histoire économique, des individus se distinguent.

---

92. Pierre-Georges Roy, « Saint-Jacques-Le-Majeur de L'Achigan », *Bulletin*, 2, 2, (février 1896), p. 18.
93. Pierre-Georges Roy, « Saint-Patrice de Beaurivage », *Bulletin*, 8, 6, (juin 1902), p. 170.
94. « Saint-Placide », *Le diocèse*, p. 726.

L'histoire économique, infrastructure et visionnaires

> Construit sur chaque côté de la petite rivière qui porte son nom, le village de Saint-Esprit est aussi remarquable autant par la beauté de son site, la richesse et l'élégance de ses constructions, que par la disposition et la propreté de ses rues. Tout ici respire l'aisance et la tranquillité des campagnes riches[95].

Deux forces sont à l'origine de l'essor économique. Il y a d'abord les infrastructures, les routes et voies de communication, mais aussi la disponibilité de sources d'énergie. Avant de discuter de ce qui favorise le développement économique, il faut préciser de quelle économie il est question, sur quoi elle repose.

De la traite des fourrures à l'industrie manufacturière

L'histoire économique est marquée la traite des fourrures, l'agriculture, l'exploitation forestière et les industries manufacturière. Les mines ne figurent pas dans cette histoire, car c'est au XX^e^ siècle qu'elles se développent.

Les relations avec les Amérindiens ne furent pas que guerrières, mais aussi commerciales. À Sainte-Cécile du Bic, on fait le commerce des pelleteries dès 1638[96]. En général, au XVII^e^ siècle, la traite des fourrures est un facteur important de développement : « Un commencement de colonisation se faisait donc sentir aux deux extrémités du lac Saint-Louis, où il se développa rapidement ; tandis qu'à la Pointe-Claire il demeura stationnaire, parce que la traite n'y était pas active »[97]. Sans qu'on parle explicitement du commerce des fourrures, on mentionne parfois ceux qui la font, les « voyageurs », ou des compagnies qui l'organisent :

> La ville de Terrebonne, qui fut autrefois le château fort des bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest, au nombre desquels se distinguent les McKenzie, les McTavish, les Fraser, les Porteous et tant d'autres qui y avaient établi leur séjour, était, dès 1830, un village très florissant[98].

Cela dit, dans l'ensemble des textes, la traite des fourrures demeure marginale. Et l'agriculture ? Les rédacteurs passent vite et insistent plus sur le travail des pionniers-défricheurs que sur celui des agriculteurs. La phrase suivante, dans son ellipse, semble représentative de la vision de l'agriculture dans le corpus : « Cette paroisse a eu des commencements bien modestes, mais elle s'est développée à

95. « Saint-Esprit », *Le diocèse*, p. 641.
96. Sans auteur, « Sainte-Cécile du Bic », *Bulletin*, 7, 11, (novembre 1901), p. 323.
97. « Pointe-Claire », *Le diocèse*, p. 524. Le texte explique que Pointe-Claire se développe plus tard, à la faveur de cette traite.
98. « Terrebonne », *Le diocèse*, p. 568.

mesure que l'agriculture a fait des progrès[99]. » On note ainsi à propos de Saint-Esprit : « Bien que la superficie de cette paroisse ne soit pas très considérable, elle est cependant notée pour la grande richesse et la fécondité de son sol, qui est un des plus fertiles de la province de Québec[100] ».

Les difficultés de la vie agricole ne sont indiquées que par la bande, quand il est question des fléaux que sont les sauterelles à Saint-Thomas de Joliette, et celui de l'émigration qui semble toucher l'ensemble des régions rurales. Si on vante la qualité des terres agricoles dans certains textes, un seul en présente le contrepoint. Le texte sur Caughnawaga[101] explique que la mission indienne a été déplacée quelques fois à la recherche de terres propices à la culture du « blé d'inde » et pour contrer « l'appauvrissement du sol ». La pauvreté d'une localité est sous-entendue quand on lit que la paroisse de « Sainte Émmélie, fondée en 1878, ne possède qu'une église en bois » en 1900[102]. Et la pauvreté de certains cultivateurs se dessine en pointillé dans la dénonciation du « fléau de l'émigration ».

Bref, dans l'ensemble, l'agriculture semble aller de soi. On comprend entre les lignes que le travail de la terre sert avant tout à nourrir la famille des cultivateurs et non à approvisionner de vastes marchés. Ce qui se passe entre le défrichement et la prospérité est le plus souvent passé sous silence.

Les auteurs s'étendent davantage sur l'exploitation forestière. Pour transporter le bois, cela prend des bateaux ou chemins de fer, et les textes qui évoquent cette industrie insistent généralement sur les moyens de transport. Et avant de transporter le bois, il faut le débiter, d'où la multiplication des scieries. Le travail forestier n'est pas que défrichement, il oblige aussi une certaine industrialisation.

> […] un petit tributaire du St-Laurent justement nommé la rivière Blanche : car ses eaux, brisées par une chute d'une quinzaine de pieds et par une série de rapides qui avoisinent son embouchure, sont constamment couvertes d'écume. Il y a plus d'un demi-siècle que la force motrice contenue dans cette rivière fut mise à contribution pour l'industrie du bois. […]
>
> Des navires mouillés à quelque distance du rivage prenaient le bois préparé au moulin et le transportaient en Europe, il se forma donc aux alentours de la scierie un groupement de travailleurs qui fut le germe d'une paroisse future. […] Il n'était pas alors très facile d'arriver

99. R., « Saint-Georges de Port-Daniel », *Bulletin*, 5, 11, (novembre 1899), p. 323. Dans le même sens, on lit : « La situation avantageuse et la fertilité du sol de ces deux seigneuries y attirèrent aussitôt des colons. » ; Pierre-Georges Roy, « L'Annonciation de Notre-Dame de Bonsecours de L'Islet », *Bulletin*, 6, 12, (décembre) 1900, p. 356.

100. « Saint-Esprit », *Le diocèse*, p. 641.

101. Texte qu'on trouve sous la signature de l'abbé J.-G. Forbes dans le *Bulletin* 5, 5, (mai 1899) et tel quel dans *Le diocèse*.

102. « Sainte-Émmélie », *Le diocèse*, p. 773.

> jusque là en voiture : les transports se faisaient par la grève. Lorsque le chemin royal eut été tracé le long du fleuve de nouveaux essaims de colons affluèrent à la Rivière Blanche[103].

L'exploitation forestière a été importante dans le développement de l'Est du Québec.

> Cet intéressant village dont la population n'est pas loin d'atteindre 1600 âmes, se trouve installé dans un magnifique paysage sur les bords mêmes du lac Matapédia.
>
> Saint Pierre du Lac est le quartier général de la maison King, qui y a installé d'importantes scieries, procurant du travail à plus de 150 personnes[104].

Au XIX^e^ siècle, graduellement, le territoire s'industrialise à la faveur des nombreuses chutes parsemant le territoire québécois et fournissant une abondante énergie. Les avantages du site de Drummondville et notamment ses « pouvoirs d'eau » sont ainsi mentionnés dans le *Bulletin*[105]. De nouvelles villes naissent ainsi à la faveur de ces « pouvoirs », mais des villages déjà existants prennent un nouvel essor à mesure que se développe l'expertise hydraulique.

> L'énorme force hydraulique du saut Montmorency a engagé, depuis un demi-siècle, plusieurs industriels à établir des manufactures dans les environs. Un village s'y est bientôt formé[106].

Le destin des villes jouissant de rapides et de chutes n'est pas tout tracé d'avance, car le chemin de fer facilite le transport de marchandises sur de plus grandes distances et certains sites sont délaissés.

> Situé, comme la cité de Montréal, à la tête de la grande navigation et au pied des rapides de la rivière Jésus – autrefois des Mille-Isle – le village de Terrebonne était le centre et l'entrepôt des produits du Nord-Ouest, et des marchandises qui en étaient l'échange et le prix.
>
> Peu de survivants se rappellent les fameux docks, érigés au milieu des rapides qui bordent la ville […]
>
> Les pouvoirs d'eau de Terrebonne sont d'une incomparable économie d'entretien, attendu que le lit de la rivière est d'un roc parfaitement solide et uni dans toute sa largeur. Aussi les moulins de Terrebonne ont-ils été, avant l'établissement des chemins de fer, le centre le plus actif qu'il y eut au nord de Montréal[107].

Les scieries et les autres industries profitant de l'énergie hydroélectrique suscitent aussi diverses retombées économiques.

---

103. E. R., « Saint-Ulric de la Rivière-Blanche », *Bulletin*, 6, 11, (novembre 1900), p. 334.
104. Sans auteur, « Saint-Pierre du Lac (Cedar Hall) », *Bulletin*, 7, 9, (septembre 1901), p. 259.
105. R., « Saint-Frédéric de Drummondville », *Bulletin*, 5, 8, (août 1899), p. 227.
106. Pierre-Georges Roy, « Le Sault Montmorency », *Bulletin*, 2, 1, (janvier 1896), p. 1.
107. « Terrebonne », *Le diocèse*, p. 568.

> En ces dernières années, cette paroisse a fait des progrès vraiment étonnants. Elle compte aujourd'hui 1850 âmes et possède une fromagerie, une beurrerie, huit magasins, trois moulins à scie et à bardeaux, une grande fabrique de meubles, portes et fenêtres, trois forges, etc., etc[108].

C'est essentiellement grâce aux divers moyens de transport, et à mesure que se développent de nouvelles voies de circulation, que des manufactures prennent leur essor, que le commerce se développe.

La circulation des personnes et des marchandises

Les rubriques insistent beaucoup sur les voies de circulation et le développement de paroisses situées le long des voies de communication, voire leur déclin quand de nouvelles voies sont tracées loin d'elles ou de nouveaux moyens de transports adoptés. Ici, il faut revenir sur les étapes du développement économique, pour constater le rôle des voies de communication à chacune de celles-ci.

Le commerce des fourrures obligeant les voyageurs à s'enfoncer toujours plus loin dans le territoire via les divers cours d'eau, les portages sont essentiels.

> Cette paroisse s'appelait d'abord Saint-Pierre-du-Portage-sur-la-rivière-l'Assomption.[…] Saint-Pierre-du-Portage devait son nom à l'établissement, en cet endroit, d'un portage de trois arpents de long environ, raccourcissant, d'une lieue au moins, le trajet par eau des voyageurs venant du nord et se dirigeant vers le Saint-Laurent, pour gagner Montréal, ou les paroisses importantes de Varennes, Verchères et Boucherville, existant déjà à cette époque[109].

Les voies terrestres sont venues dans un second temps, et au départ elles sont peu nombreuses. « Craig's road, la gare du chemin de fer du Grand-Tronc à Saint-Étienne de Lauzon, a pris son nom du chemin Craig (Craig's Road), la seule voie de communication autrefois entre les Cantons de l'Est et Québec[110]. »

L'absence de routes ou de voies navigables pose de grands problèmes aux premiers habitants d'une paroisse.

> Plusieurs jeunes gens des paroisses des environs de Québec, sur la rive sud du Saint-Laurent, entendant parler de la grande fertilité des terres des Bois-Francs, vinrent successivement se fixer dans les diverses localités où l'on voit aujourd'hui de belles et florissantes paroisses. […] Tous s'encourageaient mutuellement, et non sans raison, car la grande difficulté n'était pas le dur et pénible travail du défrichement, mais bien le manque de chemins. Il fallait trans-

108. R., « Saint-Fabien de Rimouski », *Bulletin*, 5, 4, (avril) 1899, p. 99.
109. « L'Assomption », *Le diocèse*, p. 556.
110. Pierre-Georges Roy, « Saint-Étienne de Lauzon », *Bulletin*, 8, 4, (avril 1902), p. 118.

> porter à dos toutes les charges, les mollières ne permettant pas de se servir de bêtes de somme[111].

Au cours du XIX[e] siècle, les voies de circulation se multiplient, tant sur les cours d'eau que sur terre. On construit ainsi des canaux.

> En 1845, au moment même où s'achevait le canal de Beauharnois, destiné à relier le lac Saint François et le lac Saint-Louis, Valleyfield n'existait pas. La construction du canal, dont ce point était le terminus en venant de Montréal, avait fait dresser en cet endroit quelques petites maisons destinées aux industriels qui suivent les chantiers de ces grands travaux[112].

Mais c'est surtout le chemin de fer qui a été déterminant dans le développement économique de plusieurs paroisses, voire de régions entières.

> La construction d'une voie ferrée, achevée en 1888, et mettant Saint-Gabriel en communication directe avec Montréal a ouvert une ère de progrès. En 1893, le village fut érigé en corporation, et grâce au commerce de bois qui y est considérable, il y a lieu de croire que cette paroisse prendra encore de l'accroissement[113].

Le lien est clairement établi dans les textes entre le chemin de fer et la prospérité locale :

> Grâce aux établissements des Price, le Bic prit assez d'extension jusqu'en 1873. Cette année là, l'Intercolonial traversa la paroisse et détermina l'accroissement de la population et l'importance de la place. En 1884 on bâtit le quai qui, aujourd'hui, rend tant de services à la paroisse[114].

Par quel mécanisme agit le chemin de fer ? C'est qu'il facilite le commerce.

> Le chemin de fer Intercolonial, qui longe la rivière Matapédia, offre aux colons de Causapscal comme à tous ceux qui sont établis dans les autres cantons de la vallée de la Matapédia, une voie de communication des plus faciles avec nos grandes villes. Elle leur ouvre tous nos marchés, leur permettant d'écouler leurs produits dans des conditions exceptionnellement avantageuses[115].

L'Intercolonial est également cité dans d'autres articles du *Bulletin* qui traitent de paroisses situées dans le Bas-du-fleuve : Sayabec et Saint-Pierre du Lac. D'autres régions sont plutôt desservies par le Grand-Tronc, qu'évoque la présentation de Saint-Valentin dans *Le diocèse*.

Les terminus sont des lieux stratégiques, ainsi : « La baie des Ha ! Ha ! est le terminus naturel de la navigation saguenéenne et du chemin de fer du

111. Pierre-Georges Roy, « Sainte-Julie de Somerset », *Bulletin*, 7, 4, (avril 1901), p. 99.
112. R., « Sainte-Cécile de Valleyfield », *Bulletin*, 6, 1, (janvier 1900), p. 5.
113. « Saint-Gabriel-de-Brandon », *Le diocèse*, p. 696.
114. Non signé, « Sainte-Cécile du Bic », *Bulletin*, 7, 11, (novembre 1901), p. 324.
115. Eugène Rouillard, « Saint-Jacques de Causapscal », *Bulletin*, 7, 10, (octobre 1901), p. 291-292.

Lac Saint-Jean »[116]. Le déplacement d'un terminus peut compromettre le développement d'une paroisse :

> [Les] immenses progrès qui s'étaient opérés dans la localité, par l'établissement et la construction du chemin de fer Saint-Laurent et Atlantique, devenu plus tard le Grand-Tronc, lequel, dès 1846, avait placé son terminus à Longueuil ; et aussi par le fait que, quelques années auparavant, le gouvernement avait établi un service régulier de bateaux traversiers entre la rive sud et l'île de Montréal. […]
>
> Cependant le progrès, qui s'était accusé si fortement à Longueuil dans la première moitié du siècle, se trouve grandement ralenti en 1860, alors que le Grand-Tronc, abandonnant le village, installa ses usines à la Pointe Saint-Charles : changement dû à la construction du pont Victoria entre Saint-Lambert et la Pointe[117].

Pire que le changement de terminus, le délaissement d'une ligne de chemin de fer compromet le développement local :

> Au printemps de 1850, les premiers trains de chemin de fer, dont la lenteur est restée légendaire, sur tout le parcours de la voie, commencèrent à circuler entre la ville naissante de l'Industrie et le village de Lanoraie. Les produits agricoles et forestiers étaient expédiés de cette dernière paroisse à Montréal, par la voie du Saint-Laurent. Lanoraie devenait donc, de ce fait, le centre d'un commerce considérable. Ce fut la cause de ses rapides progrès pendant plusieurs années. Mais la construction du Pacifique Canadien, en absorbant dans son immense réseau le petit chemin de fer de Lanoraie, dirigea d'un autre côté la population des paroisses du Nord[118].

Dans la région de Montréal les ponts reliant l'île d'une part à la rive-sud, et d'autre part à l'île Jésus, sont structurants.

> À l'endroit où s'élève le village de Cartierville, un pont en fer la relie à la paroisse de Saint-Martin, de l'île Jésus. C'est là aussi que vient aboutir le tramway électrique qui part de Montréal au point d'intersection des rues Bleury et Mont-Royal, et qui traverse les localités d'Outremont, de la Côte-des-Neiges, ainsi que le village de Saint-Laurent[119].

Et si les chemins de fer sillonnent les régions, le tramway fait de même sur l'île de Montréal. L'importance des chemins de fer est telle, qu'on en bénit les locomotives !

> M. Joliette comprenait que les différentes industries qu'il avait créées ne pouvaient guère prospérer à cause de l'isolement du village, et des difficultés de communication avec les principaux centres de commerce. C'est pourquoi il conçut le projet hardi de construire un chemin de fer, qui pût mettre la localité naissante en communication avec le fleuve Saint-Laurent.

---

116. H. C., « Saint-Alphonse du Saguenay », *Bulletin*, 6, 2, (février 1900), p. 36.
117. « Longueuil », *Le diocèse*, p. 443.
118. « Lanoraie », *Le diocèse*, p. 573.
119. « Saint-Laurent », *Le diocèse*, p. 507.

> Malgré de nombreux obstacles, il réussit dans son entreprise, et dota l'Industrie d'un chemin de fer, le second dans le pays. M^gr^ Bourget s'imposa, à cette occasion, la fatigue d'un nouveau voyage, et bénit lui-même la première locomotive[120].

Les paroisses bénéficient donc de diverses infrastructures, mais comme on le voit dans la citation qui précède, il ne faut pas négliger le rôle de certaines personnes.

Héros et visionnaires

Le développement économique a ses héros, et même quelques visionnaires. Ces héros peuvent être des hommes d'affaires, comme ceux mentionnés dans la citation qui suit, où on voit l'effet à Sainte-Cunégonde du canal Lachine, du Grand-Tronc, et les occasions à saisir que cela offre à certains investisseurs.

> Vers 1850, Alexandre Delisle, percepteur des douanes à Montréal, et William Workman, maire de la même ville, achetaient conjointement de l'honorable M. F. Quesnel une vaste étendue de terrain, entre les limites ouest de Montréal et la station du 'Grand-Tronc de chemin de fer du Canada' à Saint-Henri. Ils divisèrent aussitôt cette propriété en lots à bâtir, y tracèrent et ouvrirent des rues, dont quelques-unes – aujourd'hui les rues Saint-Jacques, Richelieu et Albert – furent immédiatement pourvues d'un égout en briques. Un marché fut aussi élevé, par le soin des propriétaires, à l'angle des rues Vinet et Saint-Jacques, sur l'emplacement même où se trouve aujourd'hui l'église.
>
> Ces travaux de voirie et d'assainissement eurent l'effet d'attirer une affluence de familles venant, de tous les points du pays, fixer leur résidence à proximité de la grande ruche industrielle que commençait déjà à être Montréal[121].

Dans certains cas, on peut parler de visionnaires plus que d'investisseurs ou d'entrepreneurs.

> Dès 1823, M. Joliette faisait une exploration de la seigneurie de Lavaltrie, dont il était le cohéritier par son mariage avec Marie-Charlotte Tarieu Taillant de Lanaudière. En suivant le cours de la rivière de L'Assomption, il fut émerveillé des nombreuses cascades dont cette rivière était parsemée. Quelques mois plus tard, il parcourait la même route, non plus en touriste et en admirateur, mais dans l'intention d'exploiter ces forêts vierges. Son premier soin fut de construire une scierie de bois ; bientôt surgirent quelques maisons et des chantiers pour abriter les robustes bûcherons. Les hommes de ces chantiers y amenèrent leurs familles, et formèrent ainsi le noyau de la future ville de Joliette[122].

120. « Joliette », *Le diocèse*, p. 702-703.
121. « Sainte-Cunégonde », *Le diocèse*, p. 333.
122. « Joliette », *Le diocèse*, p. 700.

Cet entrepreneur fonde ainsi un village qui s'appelle au départ L'industrie avant d'adopter le nom de son fondateur, Joliette. Comme l'indique la citation qui précède, Barthélemy Joliette se situe au passage entre le système seigneurial et le capitalisme, lequel est parfois vertement critiqué : « Il y a un demi-siècle la 'Gaspé Fishery and Coal Mining Company' établit ses quartiers généraux à Pabos. Ses opérations cependant se bornèrent à manger en peu de temps les capitaux que de trop crédules actionnaires anglais lui avaient confiés »[123].

Dans l'ensemble, les acteurs dont l'action énergique est la plus saluée est celle des curés, lesquels se font parfois entrepreneurs. Le curé Labelle fut certes le plus célèbre d'entre eux, mais pas le seul. À tout seigneur, tout honneur, et commençons par décrire le rôle structurant du curé Labelle, lequel a été commémoré jusque dans le nom d'une municipalité du Nord :

> […] M. le curé Labelle, dont le génie fut un si grand bienfait pour toute la région du Nord. […] Ce prêtre zélé et prévoyant qui a créé Saint-Jérôme, qui lui a donné son industrie, qui lui a ouvert un chemin de communication avec Montréal, chemin qui a été prolongé jusqu'à Labelle, et le long duquel se sont échelonnés, peu à peu plusieurs villages et paroisses prospères. […] La ville de Saint-Jérôme peut être appelée à bon droit la métropole du Nord. Par sa position avantageuse au centre de ce vaste district qui, récemment encore, était presque inexploré, autant que par son industrie et sa population, elle est le point où converge l'attention des localités qui l'entourent. […]
>
> Toujours grandissant, toujours se développant, Saint-Jérôme est devenue bientôt une jolie petite ville, et recevait, comme telle, sa charte constitutive le 13 janvier 1881. Sa population a augmenté dans des proportions inouïes. Des manufactures et des fabriques s'y sont établies sur la rivière du Nord, qui coule par une douzaine de cascades, lui faisant une chute graduée de trois cents pieds, sur une longueur d'environ trois milles.
>
> Saint-Jérôme est éclairée à l'électricité, et dotée d'un aqueduc de force à desservir une ville de vingt mille âmes, fournissant à la population l'eau pure, limpide et fraîche des montagnes[124].

Le rôle de ces curés-entrepreneurs se fait également sentir dans le nord, dans les « paroisses de montagnes » : « La paroisse de Saint-Michel-des-Saints est située au nord du comté de Berthier, sans la vallée de la rivière Matavoin. Son histoire ressemble à celle de toutes les paroisses de nos montagnes. Elle a surgi de la forêt, grâce au zèle, au dévouement et à l'esprit de sacrifice d'un saint prêtre »[125].

123. Pierre-Georges Roy, « Sainte-Adélaïde de Pabos », *Bulletin*, 2, 9, (septembre 1896), p. 129.
124. « Saint-Jérôme », *Le diocèse*, p. 667-668.
125. « Saint-Michel-des-Saints », *Le diocèse*, p. 763.

L'action de ces curés dans le développement est multiforme et commence parfois dès l'étape de défrichement.

> M. Béland était bien le curé qu'il fallait à Sainte-Julie. […] Son temps se partageait entre les travaux du ministère et les travaux des champs. Il était prêtre et défricheur. C'est lui qui a commencé le défrichement de la terre de la fabrique. Au besoin il se mêlait aux ouvriers et travaillait comme eux[126].

Le curé endosse aussi parfois le rôle d'entrepreneur.

> En 1865, M. Narcisse Lévesque dit Lafrance fut chargé de cette paroisse, et pendant dix-neuf ans, il s'occupa de ces pauvres pêcheurs, dont il conquit l'estime par son dévouement qui n'est pas oublié. […]
>
> Grâce aux démarches et aux instances du même curé, l'on vit apparaître un bon quai, des moulins à scie et à farine, une tannerie, des boutiques de forge et de charron, etc. etc[127].

Bien sûr, le curé n'est pas nécessairement seul dans cette entreprise, comme l'indique la citation suivante : « Depuis quelques années, surtout, le village est entré dans une ère de prospérité inconnue jusque là, et cela grâce à l'esprit d'initiative des deux derniers curés, et des citoyens bien pensants de la localité[128]. »

Le rôle de certains visionnaires, curés ou hommes d'affaires, semble déterminant dans le développement économique au XIX^e^ siècle. Est-ce parce que la mémoire en est encore vivace alors que celle des seigneurs de la Nouvelle-France passe par les archives ?

L'hymne au progrès… et la villégiature

Dans certaines rubriques, on peut parler non seulement de présentation de municipalités dynamiques, mais de véritables hymnes au progrès :

> Pendant que la foi élevait sur ce sol des temples et des institutions à la gloire de Dieu, que le patriotisme y érigeait des monuments à nos gloires nationales, l'industrie dotait la paroisse de Chambly des plus beaux gages de prospérité.
>
> M. Willet ouvrait, il y a plus de 50 ans, ses manufactures de coton et de laine, pendant que de 1831 à 1843, le gouvernement canadien, par le creusement du canal Chambly, mettait le Richelieu en communication commerciale avec le lac Champlain et l'Hudson.
>
> Vingt ans plus tard, la compagnie de Montréal-Chambly-Sorel construisait une voie ferrée aboutissant à Montréal, et qui est encore aujourd'hui en pleine activité, sous le contrôle de la compagnie du Grand-Tronc, avec le nom de chemin de fer du Vermont Central.

---

126. Pierre-Georges Roy, « Sainte-Julie de Somerset », *Bulletin*, 7, 4, (avril 1901), p. 101.
127. R., « Saint-Georges de Port-Daniel », *Bulletin*, 5, 11, (novembre 1899), p. 323.
128. « Saint-Esprit », *Le diocèse*, p. 641.

> Enfin, après la construction, en 1896, du magnifique aqueduc qui fournit, aux villages du Bassin et du Canton, l'eau des rapides, claire, saine et rafraichissante, une grande compagnie d'industriels de Montréal vient d'endiguer le Richelieu, et d'élever une grande usine d'électricité, destinée à fournir la lumière et le mouvement à notre métropole commerciale. […]
>
> Mais ce qui rend ce coin de terre particulièrement agréable, ce sont les beautés du paysage[129].

Le progrès qui se manifeste au XIX^e^ siècle, c'est celui apporté par les techniques, par les ingénieurs, qui parviennent à maitriser les éléments, et il contribue au « fléau de l'émigration ». Ultimement, la maitrise de la nature permet de s'en extraire et de développer un nouveau rapport avec elle, la contemplation. C'est ainsi que nait la villégiature, nouvelle composante du développement économique appelée à prendre une grande expansion à la faveur du développement de nouveaux moyens déplacement, et notamment du chemin de fer et de lignes maritimes : « Kamouraska est, chaque été, depuis un grand nombre d'années, le rendez-vous des familles riches qui vont s'y reposer des bruits de la ville »[130]. Cacouna est qualifiée pour sa part de « place d'eau en vogue »[131]. À propos de Sainte-Pétronille, sur l'Île d'Orléans, Pierre-Georges Roy évoque « les riches citoyens qui passaient l'été en cet endroit »[132]. Il n'y a pas que les « riches citoyens » qui profitent de la campagne ; c'est aussi le cas du clergé : « Le presbytère d'Oka, on le sait, sert aussi de maison de campagne et de retraite aux messieurs de Saint-Sulpice »[133].

> La présentation de Pointe-aux-Trembles a des allures de prospectus touristique.
>
> C'est toujours un spectacle nouveau et charmant à contempler, quand on descend le beau Saint-Laurent, que celui des nombreuses paroisses qui s'échelonnent le long de ses deux rives : – et entre toutes, il n'en est guère de plus gracieuse d'aspect que la Pointe-aux-Trembles, située à deux lieues et demie de Montréal. Vu du fleuve, le village apparaît comme un nid de verdure d'où émergent la vieille église avec son joli clocher à jour, son presbytère et son magnifique couvent, – le reste se perd dans un pêle-mêle d'ormes, d'érables et de trembles. C'est de ces derniers arbres que vient à la Pointe-aux-Trembles le nom que lui donnèrent les premiers habitants. Les plus vieux d'aujourd'hui se rappellent avoir vu, à quelques arpents du village, en aval, une langue de terre complantée de trembles, le disent les archives de la paroisse, précieusement conservées. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'une batture, que l'on voit à l'eau basse ; les glaces et les crues du printemps ont fini par les faire disparaître.
>
> La Pointe-aux-Trembles est aussi l'une des plus anciennes paroisses du diocèse de Montréal[134].

129. « Chambly », *Le diocèse*, p. 426.
130. Pierre-Georges Roy, « Saint-Louis de Kamouraska », *Bulletin*, 3, 6, (juin 1897), p. 81.
131. Pierre-Georges Roy, « Saint-Georges de Cacouna », *Bulletin*, 3, 12, (décembre 1897), p. 177.
132. Pierre-Georges Roy, « Sainte-Pétronille », *Bulletin*, 3, 7, (juillet 1897), p. 97.
133. « Oka », *Le diocèse*, p. 538.
134. « Pointe-aux-Trembles », *Le diocèse*, p. 454.

La villégiature vient couronner le progrès économique d'une région. Elle marque aussi un nouveau rapport à la nature, celui de la maitrise et de la domination de ses forces vives, rapport qui est bien sûr l'apanage de la classe aisée.

> Une chose digne d'être mentionnée est la construction des deux ponts qui relient les deux bords de l'Outaouais. Ces deux ponts, tout près l'un de l'autre, construits, l'un par la compagnie du Grand-Tronc, l'autre par la compagnie du Pacifique Canadien, dont l'une des plus glorieuses conquêtes du génie moderne, dont l'audace est parvenue à maitriser un torrent qui paraît indomptable et à maintenir dans l'espace des masses énormes de fer et de granit formant, au-dessus même des vagues mugissantes des rapides de Sainte-Anne, une voie large et sûre que traverses d'ardentes locomotives remorquant de lourds convois et courant, avec la rapidité de l'éclair, répandre, d'une extrémité du pays à l'autre, les bienfaits du commerce et de l'industrie.
>
> Le voyageur qui s'arrête sur ces ponts, jetés avec tant de hardiesse à une telle hauteur, ne peut que se défendre d'un double sentiment de terreur et d'admiration. En effet, de quelque côté qu'il porte ses regards, il domine les alentours et il a devant les yeux un horizon splendide où tout respire la vie, tandis que sous ses pieds, à une profondeur qui donne presque le vertige et présente à l'imagination l'aspect d'une mort affreuse, coulent les eaux tourmentées et rapides de la rivière.
>
> L'un de ces ponts, (celui du Grand-Tronc), a été refait à neuf. Il a été terminé au mois de juin de cette année 1900[135].

Barrages, ponts, aqueducs sont les signes de ce nouveau rapport à la nature.

> Saint-Lin est une coquette petite ville, proprement bâtie fraîche de verdure, vivante d'un commerce local comparativement considérable, et située au sein d'une riche campagne divisée en deux parties par la gracieuse petite rivière Achigan, dont deux ponts en fer relie (sic) les rives, en communication avec Montréal, par un embranchement du Pacifique Canadien. Elle possède un aqueduc et des garanties contre le feu très efficaces, de nombreux marchands bien achalandés, trois avocats, deux notaires, deux médecins, un marché public, un hôtel de ville ; des établissements religieux complets et tout neufs […][136].

Qu'ils aient été soldats, colons, seigneurs, entrepreneurs ou prêtres, tous ont participé à divers titres au développement économique. Tous ont partagé un espoir, celui de s'établir sur le territoire, tous en avaient une vision.

135. « Sainte-Anne-de-Bellevue », *Le diocèse*, p. 491.
136. « Saint-Lin », *Le diocèse*, p. 661-662.

Les utopies territoriales

L'espace imaginaire se dévoile dans l'ailleurs, dans la frontière mais aussi dans la toponymie. La toponymie révèle l'imaginaire, le projet, voire l'utopie ayant prévalu à l'établissement de ces paroisses.

Plusieurs toponymes sont d'origine amérindienne, comme le souligne à quelques reprises le *Bulletin*.

> Mascouche, en langue crise [sic], signifie petit ours. D'après Mgr Laflèche, maskoush, petit ours, est le diminutif de mashkwa, ours.
>
> Une autre opinion veut que le mot Mascouche, en langue indienne, signifie plutôt prairie. Il est vraisemblable de croire que les vastes et belles plaines adossées au Grand Coteau (petite chaîne des Laurentides qui traverse toute la paroisse) aient inspiré aux sauvages la pensée de désigner cet endroit enchanteur sous le nom de Mascouche – prairie[137].

Dans le Bas-du-fleuve, les toponymes amérindiens sont nombreux. « Kamouraska est un mot algonquin qui veut dire : *il y a jonc au bord de l'eau*. Mgr Laflèche décompose ainsi ce mot : *akân*, au bord de l'eau, et *ayaskaw*, temps indéfini du verbe *askaw* qui se forme en changeant *a* en *aya* : À Kamouraska il y a des joncs au bord de l'eau »[138]. Pierre-Georges Roy précise aussi que « Amqui est un mot micmac »[139], et Eugène Rouillard qu'il en est de même pour Sayabec[140]. Quant à Cacouna, le mot est d'origine cri[141]. Bien sûr, les diverses réserves amérindiennes portent des noms… amérindiens, et l'abbé Forbes remarque : « Les Anglais ont introduit le nom iroquois mal orthographié de Caughnawaga : ils auraient mieux fait de dire et d'écrire comme les Iroquois eux-mêmes *Kahnawake* »[142].

La plupart du temps, cela dit, la paroisse est nommée en l'honneur d'un pionnier, du premier curé ou desservant, ainsi « Boucheville doit son nom à son illustre fondateur, M. Pierre Boucher, seigneur des îles Percées »[143].

> Sur la rivière géante du Saguenay, à vingt lieues de son embouchure, s'ouvre une baie […] C'est tout au fond de cette baie que se firent les premiers défrichements du Saguenay, par une société formée à la Malbaie, en 1837, dite 'La société des vingt et un.' L'âme de l'entre-

137. Pierre-Georges Roy, « Saint-Henri de Mascouche », Bulletin, 2, 4, (avril 1896), p. 49.
138. Pierre-Georges Roy, « Saint-Louis de Kamouraska », *Bulletin*, 3, 6, (juin 1897), p. 81.
139. Pierre-Georges Roy, « Saint-Benoit Labre de Amqui », *Bulletin*, 7, 7, (juillet 1901), p. 195.
140. Eugène Rouillard, « Sainte-Marie de Sayabec », *Bulletin*, 7, 3, (mars 1901), p. 67.
141. Pierre-Georges Roy, « Saint-Georges de Cacouna », *Bulletin*, 3, 12, (décembre 1897), p. 177.
142. L'abbé J.-G. Forbes, « Saint-François-Xavier de Caughnawaga », *Bulletin*, 5, 5, (mai 1899), p. 134.
143. « Boucherville », *Le diocèse*, p. 447.

> prise se nommait Alexis Tremblay dit Picoté. De son nom, la première paroisse s'appela Saint-Alexis[144].

La personne dont on honore le nom peut être associé à la nouvelle paroisse parce qu'elle a joué un rôle important lors de la fondation, même s'il n'y a pas vécu. « Cette paroisse tire son nom de Prosper Méthot, notaire à Sainte-Anne de la Pérade »[145].

La toponymie peut aussi renvoyer à des territoires bien au-delà de la Nouvelle-France.

> Bienville rappelle le souvenir de Jean-Baptiste LeMoyne de Bienville, le frère et le compagnon d'armes de d'Iberville. C'est M. de Bienville qui fonda en 1717, la Nouvelle Orléans, en Louisiane.
>
> Bienville est un fort joli village situé sur la rive sud du Saint-Laurent, entre Notre-Dame de Lévis et Saint-Joseph de la Pointe de Lévy[146].

Plus rare, le nom d'une paroisse est lié à une anecdote : « Le nom de Sault-au-Récollet vient de ce qu'au printemps de l'année 1625, le Père Nicolas Viel fut malicieusement jeté à l'eau dans la rivière des Prairies, par des Hurons infidèles, avec un néophyte indien du nom de Ahuntsic »[147].

Dans l'ensemble, les noms des paroisses renvoient à des hommes. Quand la paroisse porte le nom d'une sainte, c'est souvent Marie qui est honorée, directement (Sainte-Marie de… Notre-Dame de…) ou indirectement (La Visitation, l'Assomption), ou sa mère, Sainte Anne. Quelques paroisses portent bien sûr des noms de femmes. Selon deux logiques essentiellement. La première, en est une de « voisinage ». En voici un exemple qui renvoie à l'histoire de l'église et de la France.

> La paroisse de Sainte-Clotilde a été en partie détachée de Saint-Rémi de La Salle. En se rappelant que c'est saint Rémi qui versa sur la tête de Clovis, époux de Clotilde, l'eau régénératrice du baptême, on comprendra tout de suite pourquoi cette paroisse a été mise sous le patronage de la première reine chrétienne de France[148].

Dans le même sens, Sainte-Cunégonde, démembrement de Saint-Henri, porte ce nom en l'honneur de « « sainte Cunégonde, impératrice, épouse de saint Henri »[149]. Exceptionnellement, le nom de la paroisse est attribué en l'honneur

144. H. C., « Saint-Alphonse du Saguenay », *Bulletin*, 6, 2, (février 1900), p. 35)
145. Pierre McLeod, « Saint-Prosper de Champlain », *Bulletin*, 3, 11, (novembre 1897), p. 171.
146. R., « Saint-Antoine de Bienville », *Bulletin*, 5, 7, (juillet 1899), p. 195.
147. « Sault-au-Récollet », *Le diocèse*, p. 495.
148. Pierre-Georges Roy, « Sainte-Clotilde de Chauteauguay », *Bulletin*, 2, 7, (juillet 1896), p. 97.
149. « Sainte-Cunégonde », *Le diocèse*, p. 334.

de la fille du seigneur : « En 1800, le fief Jouette […] devint la propriété de l'honorable Pierre-Louis Panet. […] L'église et la nouvelle paroisse furent mises sous le patronage de sainte Mélanie en l'honneur de de Charlotte-Mélanie Panet, femme de Louis Lévesque, protonotaire à Montréal, et fille de l'honorable M. Panet »[150]. Charlotte-Mélanie Panet entretenait-elle un lien particulier avec cette paroisse ? Chose certaine, Sainte-Luce porte son nom en mémoire madame Luce-G. Drapeau Casault, seigneuresse, ayant appuyé la demande de la population de se démembrer de Saint-Germain de Rimouski[151], et Sainte-Sophie « tient son nom de sa bienfaitrice Mme Sophie Raymond, épouse de feu l'honorable Joseph Masson »[152]. Mais, somme toute, cela demeure des exceptions.

Le territoire se définit par la façon dont il est nommé, mais aussi à partir de ses frontières, lesquelles ont bougé au fil des ans. Au départ, c'est par rapport aux colonies anglaises et aux terres amérindiennes qu'on situe la frontière. Ainsi, « Laprairie était le poste le plus avancé vers les Iroquois, les ennemis les plus acharnés de la colonie, et, en 1683, le gouverneur M. de la Barre l'appelait encore, dans ses Ordonnances : 'la frontière des Anglais et des Iroquois' »[153]. Puis, c'est par rapport aux États-Unis qu'on situe les paroisses. « La paroisse de Saint-Magloire est située sur le versant sud des Alleghanys qui la séparent de la paroisse de Saint-Philémon. La rivière Saint-Jean qui dans cette partie du pays est la frontière entre le Canada et les États-Unis borne Saint-Magloire au sud »[154]. La frontière peut aussi être maritime.

> Le village se déploie sur une seule ligne de chaque côté de l'église. Du haut de la falaise l'on voit au sud une plaine dont la monotonie est interrompue par un joli mont qui dresse à quelques centaines de pieds sa cime verdoyante, et au nord le St-Laurent avec sa vaste nappe d'eau. À l'horizon les côtes du Labrador se laissent voir sous la forme d'une ligne bleue disparaissant brusquement à la pointe des Monts[155].

L'imaginaire du territoire se révèle aussi dans l'art, dont parlent quelques rubriques. Il ne s'agit pas que de statues « miraculeuses » et de leurs copies comme à Notre-Dame de Foye[156], même si l'imitation d'œuvres européennes semble

150. Pierre-Georges Roy, « Sainte-Mélanie de D'Aillebout », *Bulletin*, 3, 4, (avril 1897), p. 49.
151. J.-W. Miller, « Sainte-Luce de Rimouski », *Bulletin,* 6, 8, (août 1900), p. 227.
152. « Sainte-Sophie », *Le diocèse*, p. 756.
153. « Laprairie », *Le diocèse*, p. 432.
154. Pierre-Georges Roy, « Saint-Magloire de Roux », *Bulletin*, 3, 1, (janvier 1897), p. 1.
155. E. R., « Saint-Ulric de la Rivière-Blanche », *Bulletin*, 6, 11, (novembre 1900), p. 334.
156. « Voici à quelle occasion ce village prit le nom de Notre-Dame de-Foy.
Une statue miraculeuse avait été trouvée dans le tronc d'un chêne au bourg de Foy, près Dinant en Belgique. Foy devint bientôt un lieu de pèlerinage renommé où la Sainte Vierge, sous le vocable de Notre-Dame de Foy, se plut à multiplier les prodiges. […] Du chêne où

répandue. Dans l'église Saint-Vincent-de-Paul on trouve une « imitation du chef-d'œuvre, dont le célèbre artiste français, Hippolite Flandrin, a décoré l'église Saint-Vincent-de-Paul de Paris »[157]. Dans le même sens, « le vocable de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, attribué pour la première fois à une église du Canada, d'après le titre de la fameuse image miraculeuse de Gennazzano, en Italie »[158].

On s'intéresse aussi aux « œuvres nationales », et l'enjeu de l'extrait qui suit du texte sur Sainte-Anne-de-Bellevue est d'établir qu'il s'agit bel et bien d'une œuvre produite en sol québécois qui orne les murs de l'église :

> [L'église] possède un tableau très ancien. Cette peinture représente sainte Anne dans l'attitude de la prière. Dans un coin du tableau l'on aperçoit trois hommes montés sur un canot fracassé, et prêts de périr dans les eaux bouillonnantes du rapide. Suivant la tradition, ces hommes, comprenant l'inutilité de leurs efforts pour échapper à une mort affreuse, s'étaient recommandés à sainte Anne, lorsqu'à leur grande joie ils se virent tout à coup dériver vers la terre, et déposer doucement sur le rivage. […]
>
> D'après ces explications, il paraît évident que ce tableau est une œuvre nationale ; car un artiste étranger n'aurait pu rappeler ainsi la mémoire des lieux et des faits qui s'y rattachent.
>
> L'on croit devoir attribuer ce tableau à Pierre Leber, fils de Jacques, et frère cadet de la célèbre recluse de Montréal[159].

Dans l'ensemble, la présentation des paroisses adopte non seulement un ton très positif, mais des rubriques faisant partie d'un ouvrage sur le diocèse de Montréal entonnent bien souvent un hymne non pas à la gloire de Dieu, mais à celle de l'industrialisation et des progrès économiques. L'utopie qui les anime est plus économique que religieuse, malgré la liste des curés de la paroisse depuis sa fondation et la description des églises. Les églises, comme je l'ai mentionné plus haut, servent de métonymie à la à la paroisse, et la construction de l'église, voire d'églises successives toujours plus grandes, renvoie au développement de la paroisse.

---

l'on avait trouvé la statue, et d'un autre où elle fut placée pendant quelque temps, on fit des statuettes semblables à la première et l'on en fit don à diverses cités. » Une ce ces statues fut offerte à Sainte-Foy par un jésuite. Elle fut perdue par la suite. Il n'empêche. « L'arrivée de cette statue causa grande joie dans la bourgade et le zèle de la dévotion des sauvages envers la Sainte-Vierge leur fit entreprendre aussitôt et hâter la construction d'une chapelle en bois sous le vocable de Notre-Dame de Foy. » L'abbé H. A. Scott, *Bulletin*, 6, 3, (mars 1900), p. 70 et 72.

157. « Saint-Vincent-de-Paul », *Le diocèse*, p. 259.
158. « Notre-Dame-du-Bon-Conseil », *Le diocèse*, p. 354.
159. « Sainte-Anne-de-Bellevue », *Le diocèse*, p. 489-490.

Le fin mot de l'histoire

Comment procède-t-on pour rédiger ces notices ? Sur quelles sources s'appuie-t-on ?

Le plus souvent, on a recours, tout simplement, aux « registres du temps »[160], aux « registres »[161] sans plus de précision, aux « archives »[162], aux registres paroissiaux, en général[163] ou précisément[164], ou encore aux ordonnances et recensements[165]. Mais on peut aussi se référer au « livre Terrier du Séminaire »[166], ou à un « décret »[167]. Exceptionnel est le cas de Saint-Ambroise-de-Kildare où les registres sont cités explicitement avec l'année (1833 et 1836) et d'où une une information précise est tirée[168]. L'absence de registres cause des problèmes aux rédacteurs, indiquant de la sorte leur importance dans la préparation des notices ; ainsi la fondation de Repentigny date de 1679, mais la rubrique tient en une demi-page : « Les registres ont été détruits par le feu, de sorte que nous n'avons que bien peu de renseignements sur les commencements de la paroisse »[169].

Parfois la source n'est pas citée, mais le recours à un document d'archive est clair :

> Le 15 décembre 1653, le gouverneur de Lauzon concédait à Jean Bourdon 'l'estendue de terre qui se rencontre sur le fleuve Saint-Laurens du costé au nord depuis les bornes de la concession de l'abbé de Lauzon jusques à celles du sieur des Chatelets'[170].

Dans le même sens, à propos de la fondation de Saint-Cuthbert, on peut lire :

> C'est en 1765 que M. Courtiau, seigneur de Berthier, fit don 'aux habitants de la Rivière-du-Chicot, d'un terrain contenant un arpent et demi de front, sur dix de profondeur, pour y ériger un presbytère et une église'.

160. « Pointe-aux-Trembles », *Le diocèse*, p. 455.
161. « L'Assomption », *Le diocèse*, p. 556.
162. Comme dans les présentations de « Saint-François-de-Sales », *Le diocèse*, p. 484, et de « Longue-Pointe », *Le diocèse*, p. 531.
163. Comme dans les présentations de « Saint-Laurent », *Le diocèse*, p. 507 et de « Saint-Philippe-de-Laprairie », p. 588-589.
164. « Le premier registre des actes de baptême, mariage et sépulture, date du 1er avril 1774. » (« Saint-Martin », *Le diocèse*, p. 609).
165. « Longueuil », *Le diocèse*, p. 439-447.
166. « Pointe-Claire », *Le diocèse*, p. 524-528.
167. « Saint-Antoine-de-Padoue », *Le diocèse*, p. 372.
168. « Saint-Ambroise-de-Kildare », *Le diocèse*, p. 677.
169. « Repentigny », *Le diocèse*, p. 476.
170. Pierre-Georges Roy, « Saint-François de Sales de la Pointe-aux-Trembles », *Bulletin*, 3, 9, (septembre 1897), p. 129.

> Aussitôt les habitants s'adressèrent à l'ordinaire et obtinrent de M. Étienne Marchand, vicaire général du diocèse de Québec, la permission de bâtir un presbytère, 'dans lequel on pourrait y célébrer l'office divin, en attendant la construction d'une église'[171].

Les textes renvoient parfois tout simplement à « la tradition »[172], ou en général à des « documents »[173]. Enfin, il n'y a aucune allusion à des sources dans un grand nombre de textes[174].

Dans d'autres cas, des sources très précises sont mentionnées, et certaines remontant à la Nouvelle-France sont citées dans la présentation des paroisses les plus anciennes ; les *Relations des Jésuites* sont utilisées dans les rubriques sur Caughnawaga[175], Notre-Dame de Sainte-Foye[176], le Bic[177] et Chambly[178]. Pierre-Georges Roy cite pour sa part Champlain et la carte de ce dernier[179]. Des extraits des mémoires de Pierre Boucher sont cités dans le texte sur Boucherville[180].

Des auteurs « contemporains » sont également cités, comme Joseph Bouchette dans la rubrique sur Saint-Louis de Kamouraska[181], et le « dictionnaire topographique de Bouchette » dans *Le diocèse* au moment de présenter Sainte-Thérèse-de-Blainville. Le texte sur Sainte-Anne de Bellevue précise : « Les détails qui suivent sur les commencements de Sainte-Anne du Bout de l'Île ont été empruntés au livre intitulé : 'Lac Saint-Louis' par Désiré Girouard[182] » ; notons au passage que Girouard est un des collaborateurs du *Bulletin*. Et on peut combiner sources anciennes et contemporaines, comme dans un texte de Pierre-Georges Roy, qui cite M. Ferland ainsi qu'une « carte géographiques de la Nouvelle-France faite en 1744 »[183].

171. « Saint-Cuthbert », *Le diocèse*, p. 597.
172. « Ile Dupas », *Le diocèse*, p. 505.
173. « Berthierville », *Le diocèse*, p. 520-524.
174. Par exemple : « Saint-Sulpice », *Le diocèse*, p. 519 ou « Verchères », *Le diocèse*, p. 552-554.
175. L'abbé J.-G. Forbes « Saint-François-Xavier de Caughnawaga », *Bulletin*, 5, 5, (mai 1899) et tel quel dans *Le diocèse*, p. 472-475.
176. L'abbé H. A. Scott, « Notre-Dame de Sainte-Foy » *Bulletin*, 6, 3, (mars 1900), p. 66-75.
177. Sans auteur, « Sainte-Cécile du Bic », *Bulletin*, 7, 11, (novembre 1901), p. 322-324.
178. « Chambly », *Le diocèse*, p. 420-431.
179. Pierre-Georges Roy, « Le Sault Montmorency », *Bulletin*, 2, 1, (janvier 1896), p. 1.
180. « Boucherville », *Le diocèse*, p. 447.
181. Pierre-Georges Roy, « Saint-Louis de Kamouraska », *Bulletin*, 3, 6, (juin 1897), p. 81.
182. « Sainte-Anne de Bellevue » *Le diocèse*, p. 488.
183. Pierre-Georges Roy, « Saint-Martin de la Rivière-au-Renard », *Bulletin*, 3, 10, (octobre 1897), p. 145.

Certaines sources spécialisées sont citées. Par exemple, en ce qui concerne les toponymes amérindiens, Roy cite Mgr Laflèche à propos de Mascouche[184] et de Kamouraska[185].

Quant à Eugène Rouillard, il cite pour sa part Pierre-Georges Roy dans l'étymologie de Sayabec[186]. Parfois en effet un texte du *Bulletin* renvoie aux notes d'un autre collaborateur de ce périodique, ainsi les « notes » de J.-Edmond Roy sont-elles citées dans le texte non signé sur Saint-Férreol[187] ; dans le même sens, la présentation de Sainte-Cunégonde s'appuie sur « les notes du premier historien de cette grandissante municipalité, M. E.-Z. Massicotte, avocat et publiciste », lequel collabore aussi au *Bulletin*[188].

Dans une veine plus « moderne », la discussion sur Sainte-Luce s'appuie sur des données quantitatives[189]. L'auteur, J.-W. Miller présente son tableau comme issu « de documents officiels », mais comme les chiffres qui le composent concernent la population totale de la paroisse pour les années 1851, 1861, 1871, 1881 et 1891, années de recensement canadien, les susmentionnés « documents officiels » sont certainement ceux du recensement.

La palme des sources revient à l'abbé H. A. Scott dans son texte sur Notre-Dame de Sainte-Foye[190], et préfigure l'histoire scientifique qui se développe au XXe siècle. Il y cite des documents anciens et nouveaux : les *Relations des Jésuites*, N.-E. Dionne, *Édits et ordonnances de 1856*, la *Liste des municipalités dans la province de Québec*, compilée par C. E. Deschamps (1886), le *Dictionnaire de l'ancien droit canadien* de Justin McCarthy, *La Nouvelle-France de Cartier à Champlain* de N.-E. Dionne (1891), ainsi que les *Histoire du Canada* de Garneau et Ferland. La note 3 (p. 70 précise) : « Voir *Hist. de N.-D.-de-Foy*, par le P. Banneux S. J. Namur, Vve Douxfils, ch. 1879. Aussi une petite brochure, du même titre, (1893 Dinand, Girard), qui n'en est qu'un résumé. » Scott s'appuie également sur la presse et cite le *Journal de Québec* du 27 juin 1870 et le *Moniteur* de Lévis du 22 juin 1895. L'auteur remercie enfin quelques personnes : « Une copie de l'ordonnance nous a été fournie par M. G. -M. Fairchild » ; plus loin on lit : « Nous devons à la bienveillante permission de Mgr Hamel, bibliothécaire de l'Université Laval, et à l'obligeance de M. l'abbé Amédée Gosselin, d'avoir étudié cette carte ».

184. Pierre-Georges Roy, « Saint-Henri de Mascouche », *Bulletin*, 2, 4, (avril 1896), p. 49.
185. Pierre-Georges Roy, « Saint-Louis de Kamouraska », *Bulletin*, 3, 6, (juin 1897), p. 81.
186. Eugène Rouillard, « Sainte-Marie de Sayabec », *Bulletin*, 7, 3, (mars 1901), p. 67.
187. Sans auteur, « Saint-Ferréol », *Bulletin*, 7, 1, (janvier 1901), p. 4-6.
188. « Sainte-Cunégonde », *Le diocèse*, p. 333.
189. J.-W. Miller, « Sainte-Luce de Rimouski », *Bulletin*, 6, 8, (août 1900), p. 230.
190. L'abbé H. A. Scott, « Notre-Dame de Sainte-Foye », *Bulletin*, 6, 3, (mars 1900), p. 66-75.

Dans l'ensemble, les rédacteurs puisent à un grand nombre de sources, mais pas toujours explicitement. Dans *Le diocèse*, œuvre collective, de « vulgarisation », cela ne surprend pas. Le *Bulletin des recherches historiques*, pour sa part, porte un intitulé qui laisserait présager un souci pour le travail historique, mais à une époque où l'histoire n'est pas encore une discipline universitaire et relève encore, du moins en partie des Belles-Lettres, l'absence de sources explicites ne surprend qu'à moitié.

Autre élément à souligner, en lien avec le précédent, si on puise à plusieurs sources, il n'y a pas de travail critique sur ces sources. Les textes demeurent souvent très « factuels », « descriptifs », les guillemets ici indiquant qu'ils n'abordent pas tous les sujets possibles et que ce dont ils parlent n'est pas neutre ; c'est le ton plus que la teneur des textes qui est « factuel ».

Un imaginaire de l'histoire

Au terme de cette excursion dans quelque deux cents paroisses, est-il possible de dégager l'intention ayant présidé à leur écriture et la conception sous-jacente de l'histoire qui les sous-tend ? Qu'est-ce que cela nous apprend sur l'histoire du Québec, et plus largement sur le Québec ?

L'histoire racontée dans les textes analysés est la suivante. L'histoire politique est essentiellement celle de guerres, et se termine en 1837, après quoi, du point de vue national, l'histoire économique prend le relais. La population est « victime » de l'histoire politique, mais plus active dans le développement économique, où se distinguent toutefois des héros, visionnaires, comme Barthélémy Joliette ou le curé Labelle ; de plus certains pionniers et défricheurs de la première heure sont nommés. Mais surtout, à travers cette histoire, la population des paroisses a fait preuve de grande détermination : elle a défriché, tracé des chemins, reconstruit après des incendies et a tenu tête à l'institution ecclésiastique. Enfin, ces paroisses semblent peuplées essentiellement par des hommes, les femmes mentionnées dans les textes sont les épouses ou les filles de Seigneurs, héritières comme Marie-Charlotte Tarieu Taillant de Lanaudière, épouse de Barthélemy Joliette ou Charlotte-Mélanie Panet, fille de Pierre-Louis Panet, ainsi que les religieuses, non nommées autrement que par le nom de leur congrégation : Sœurs de l'Assomption[191], Sœurs de Sainte-Anne[192], Ursulines[193]. Chez les Amérindiennes, deux femmes sont nommées :

191. Pierre-Georges Roy « Saint-Médard de Warwick », *Bulletin*, 2, 3, (mars 1896), p. 33.
192. Charles Bédard, « Saint-Rémi de Lasalle », *Bulletin*, 4, 9, (septembre 1898), p. 257.
193. R., « Notre-Dame du Lac Saint-Jean (Roberval) », *Bulletin*, 5, 3, (mars 1899), p. 66-67.

Kandiakteua, femme de Pierre Tonsahoten et Catherine Tekakwitha[194]. Dans le même sens, *Le diocèse* présente des photos de membres du clergé et de frères enseignants, mais aucune de femme, même si y figurent plusieurs photos d'écoles ou de couvents où enseignent des religieuses.

À un premier niveau, il appert que ces portraits de paroisses vont dans le sens d'études contemporaines, plus pointues, sur un ou l'autre aspect de l'histoire du Québec. Si Bouchard a souligné par exemple, qu'il existe des stratégies d'établissement familiales sur de nouvelles terres[195], les textes ici étudiés montrent que l'ouverture de paroisses rurales se fait souvent de façon concertée non seulement par des familles, mais aussi par des groupes d'anciens soldats, des fils de cultivateurs issus d'un même village, voire d'Acadiens en fuite ou d'anciens zouaves.

Il faut aussi remarquer que la population, y compris dans le monde rural, n'est pas homogène, puisque des Irlandais et des Écossais y sont présents, tout comme des Français et des pêcheurs des îles de Jersey et Guernesey sur la côte gaspésienne. Les rubriques font une assez large place aux Amérindiens[196], directement, car les premières années de la colonie furent marquées par les guerres avec les Iroquois et la construction de forts, et indirectement à travers la toponymie. En fait, les Amérindiens sont étroitement liés à la mémoire des lieux, non seulement les Iroquois, mais aussi les Agniers ou Mohawks, les Hurons, les Onneiouts, les Abénakis, les Algonquins, les Cris, les Micmacs, les Montagnais, les Renards, les Loups, les Chicachias, les Missisagues, les Nipissingues, les Amoncharonons et les Akwesasronons, certaines de ces désignations renvoyant à des nations, d'autres à des clans. Les Amérindiens toutefois semblent appartenir à une page ancienne de l'histoire ; la mémoire collective ne les a pas pour autant oubliés, ni ne les a tous rangés à la même enseigne.

Plus généralement, tous ont la possibilité de s'inscrire dans la paroisse, s'ils sont catholiques (Irlandais, Écossais et autres Européens ou Amérindiens), et la cohabitation avec les « hérétiques », protestants, n'est pas impossible. La paroisse, comme institution religieuse et territoriale est un lieu d'intégration, ou du

194. L'abbé J.-G. Forbes, « Saint-François-Xavier de Caughnawaga », *Bulletin*, 5, 5, (mai 1899), p. 130-136.

195. Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique : population, économie, famille au Saguenay (1838-1971)*, Montréal, Boréal, 1996.

196. Un article non signé dans le *Bulletin*, et intitulé « Les Sauvages dans la Province de Québec » 7, 5, (mai 1901), p. 135-141, passe en revue les différentes réserves et communautés autochtones du Québec : Bécancour, Saint-François-du-Lac, Maniwaki, Témiscamingue, Viger, Jeune-Lorette, Charlesbourg, Comté de Québec, Saint-Urbain, Caughnawaga, Saint-Régis, Oka, Maria, Ristigouche, Escoumins, Bersimis.

moins d'intégration potentielle au Canada français. Si la religion semble vecteur d'intégration, la population ne suit pas aveuglément le clergé, lui tient tête dans des « chicanes de clocher », et quitte parfois même la paroisse pour travailler dans l'industrie montréalaise, voire étatsunienne. En ce sens, la paroisse qui intègre est l'institution territoriale plus que l'institution religieuse même si cette dernière est la porte d'entrée dans la communauté.

Ces textes, dans leur ensemble, font réaliser la rapidité du développement de Montréal dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, et incidemment que certains secteurs formant actuellement des arrondissements de la métropole étaient encore des villages agricoles au début du XX^e^ siècle ; de plus, ce qui était alors considéré comme « banlieue » de Montréal ou des « quartiers excentriques » de cette ville, est désormais intégré à la ville centre. En fait, au-delà de l'urbanisation, les textes parlent de l'industrialisation des villes, de toute taille, dotées du « pouvoir » hydro-électrique ; plusieurs petites villes ont profité de la construction des premiers chemins de fer, et déclinent à mesure que de nouveaux moyens de transport et de communications se développent. Les courts textes ici analysés annoncent déjà les conclusions de Courville[197] sur l'essor des villages au XIX^e^ siècle.

La villégiature a toujours été l'apanage des plus riches, mais se répand à mesure que croit l'urbanisation, que se développe une classe moyenne aisée, qu'apparaissent de nouveaux moyens de transport ferroviaire et maritime, et témoigne d'un nouveau rapport à la nature. Désormais, on est moins à la merci des éléments, qu'on peut dominer, grâce à l'ingénierie moderne mais aussi, dans un autre registre, aux assurances qui permettent la reconstruction après un incendie, ainsi qu'au chauffage à l'eau chaude, qui diminue les risques d'incendie. Et ce, sans oublier la construction d'aqueduc qui amène en ville une eau plus pure, diminuant les risques de maladie. Ce développement technique est une source d'optimisme[198]. Dans l'ensemble, les textes présentent une vision positive du « degré de civilisation » du peuple canadien-français, pour reprendre l'expression de la préface de l'ouvrage sur le diocèse et citée plus haut[199]. C'est un hymne au progrès de la Nation plus qu'un hymne à l'église, comme le cadre paroissial aurait pu le faire croire.

---

197. Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990.
198. *L'Île mystérieuse* de Jules Verne date de 1875 : on sait que dans ce roman des naufragés, partis de rien, développent une agriculture, de la poterie, de la métallurgie, et même en arrivent à produire de l'électricité et à construire un ascenseur ; dans le même sens, les défricheurs, parviennent à jeter les bases de paroisses vouées à la prospérité agricole et industrielle.
199. Raphaël Bellemare, « Préface », *Le diocèse*, p. V.

À une époque où la paroisse est la communauté de référence, tant dans le monde rural qu'urbain, ces portraits de paroisses présentent ni plus ni moins qu'un « état de la Nation ». Le corpus, dans l'ensemble, propose une vision du Canada français en plein développement territorial, démographique et économique. L'appropriation matérielle et symbolique du territoire se fait dans le cadre communautaire et institutionnel de la paroisse, où les Canadiens français ont vraisemblablement une prise plus concrète que dans les Parlements de Québec et d'Ottawa.

Le Canada français du tournant du XX^e^ siècle se pense – pense son progrès et son développement – dans le cadre paroissial. Après la Conquête et les Rébellions, le politique cédant la place à l'économie dans l'imaginaire du progrès, on écrit l'histoire dans un cadre territorial. La paroisse est le lieu où les Canadiens français peuvent agir, où leur « civilisation » s'épanouit. C'est ainsi que ces portraits de paroisses, sans négliger la dimension religieuse, ne sont pas centrés sur elle. Si l'église sert de métonymie à la communauté, la paroisse est le socle de la Nation, que l'on célèbre dans ces textes.

En ouverture, j'ai cité Benjamin Sulte. Qu'on me permette d'y revenir en conclusion :

> Voilà trente ans et plus que je prêche dans mes écrits la préparation des histoires des paroisses et des familles. Ce travail servira aux grandes constructions de l'avenir[200].

200. Benjamin Sulte, 1904, cité par Albert Tessier, *Cahiers des Dix*, n° 21 (1956), p. 169. Le texte de Tessier est basé sur la correspondance de Sulte.